

**Walter De Kuyssche**

***"Le Brésil n'est pourtant pas un  
pays sous-développé  
mais un pays injuste"***

Fernando Henrique Cardoso, président du Brésil



**Témoignage de deux acteurs euro-brésiliens de base  
Gérard Olivier et Marcel Renou**

"La progression des inégalités et de l'insécurité mine les bases de la démocratie en Amérique latine. Les inégalités se creusent d'ailleurs aussi bien durant les crises économiques (années 1980) qu'en phase de croissance (années 1990). Les écarts se sont creusés, contredisant l'égalité citoyenne. Par ailleurs, la prolifération d'une violence de nature délinquante délite le tissu social. Certains pays d'Amérique latine figurent parmi les plus inégalitaires (Brésil) et violents (Colombie) du monde."

Extraits de Dabène Olivier, in *L'état du monde 2002*, Ed. La Découverte, p. 380.

**C**e qui tue les peuples du Tiers-Monde<sup>1</sup>, c'est l'indifférence ! Le grand cynisme de nos sociétés repues est l'indifférence face à la misère. Nous ne pouvons rester de simples spectateurs devant les malheurs du monde. Chacun a le devoir de s'informer et de s'engager, là où il est, suivant les circonstances et les opportunités de la vie.

Si ce document vous convainc, passez-le à d'autres, diffusez-le, faites-le connaître. Vous pouvez librement le copier (citez vos sources SVP) ou le photocopier. Il peut aussi être obtenu au prix de 5 €, par paiement au compte 833-5293240-14 de *Solidarité Brésil*, 72, rue de la Haute Forière, 7800 Ath, Belgique.

Le bénéfice de la vente du présent fascicule est destiné au soutien des deux projets de développement que vous découvrirez au travers de ces pages. Si vous estimez dès lors pouvoir ou devoir verser plus que 5 € pour l'action humanitaire au Brésil, faites-le. L'argent sera transmis intégralement.

Merci.

---

<sup>1</sup> Economiquement parlant, le Brésil n'est plus un pays du Tiers-monde. Socialement, bien.

Dans la droite ligne du thème développé lors de la *Campagne citoyenne athoise* au printemps dernier : "*Penser global et agir local*", et en lien avec les préoccupations exprimées par les altermondialistes réunis en début d'année à Porto Alegre, au Brésil.

Avec mes remerciements pour l'appui reçu de la Ville d'Ath pour la promotion de cette publication, et ma reconnaissance pour le mécénat que des entreprises du Hainaut Occidental ont bien voulu accorder à sa réalisation.

## SOMMAIRE

<b>Page liminaire</b> .....	5
-----------------------------	---

---

### **Interview de Gérard Olivier, Belge naturalisé Brésilien, missionnaire et préfet (bourgmestre) de Japarutuba, Etat de Sergipe au Nordeste**.....6

1. La formation, l'arrivée au Brésil, la dictature militaire, la théologie de la libération .....	6
2. Les premières réalisations.....	11
3. L'engagement politique et la gestion d'une communauté rurale.....	18
4. De quelques problèmes du Brésil.....	23

---

### **Interview de Marcel Renou, Français ayant épousé une Brésilienne, coopérant au "Centre d'Action Communautaire" à Rio de Janeiro**.....27

1. Histoire et objectifs du Centre d'Action Communautaire (Cedac) de Rio de Janeiro .....	27
2. Les favelas .....	31
3. Une société d'extrême violence .....	35
4. Les perspectives politiques, économiques et sociales .....	37

---

<b>Par amitié pour Ilka et pour ses compatriotes</b> .....	41
--	----

*Les textes en italique qui jalonnent le présent opusculé sont extraits du "Guide du routard – Brésil 2002", Hachette, qui des pages 55 à 70, livre une remarquable analyse, claire, précise, pertinente, des problèmes de violence, d'outrages aux droits de l'homme, et de pauvreté que connaît le Brésil. Fidèle en cela à une déjà longue tradition de promotion d'un tourisme respectueux des populations et des réalités sociales et culturelles des pays présentés.*

La vie réserve parfois des rencontres ou des expériences  
que l'on ne peut tenir pour soi,  
tant elles nous semblent fortes, essentielles,  
à partager impérativement avec les autres.

Je viens de vivre de pareils moments  
lors d'un voyage effectué cet été au Brésil (où c'était l'hiver),  
en compagnie de mon épouse et de deux amis.

J'ai rencontré là deux géants de l'action humanitaire  
dans un pays qui bien que huitième puissance économique mondiale,  
n'en est pas moins le pays probablement le plus injuste,  
et peut-être le plus violent, que je connaisse.  
Cinquante millions de Brésiliens vivent avec 1 ou 2 dollars US par jour,  
- parfois moins ! -  
à côté de 10 % de la population qui jouit d'une richesse énorme,  
indécente quand on la place dans le contexte social du pays.

Des hommes se sont toujours et partout levés contre l'injustice,  
ont toujours aux quatre coins du monde,  
agi pour la justice et la dignité pour tous.  
Je viens d'interroger deux de ces hommes :  
Gérard Olivier, ami de longue date,  
et Marcel Renou, nouvel ami dont je viens de faire la connaissance.

Vieux baroudeurs humanitaires, Gérard et Marcel ont en commun  
leur longue expérience du Brésil  
et leur volonté démesurée de s'y battre  
pour la justice, l'égalité, la fraternité,  
l'un à la campagne, l'autre dans une mégapole.  
Champions de l'action sociale, culturelle et politique de base,  
pour et avec le peuple brésilien,  
ils sont tous deux d'une modestie qui sidère.

Fier d'avoir pu recueillir leur vision du Brésil et du travail qu'ils y font,  
c'est avec conviction que je livre ici leur témoignage.

En signe d'amitié pour deux de mes compagnons,  
témoins de l'humanité souffrante en marche.

En gage d'admiration aussi pour tous les géants de l'action humanitaire,  
partout dans le monde,  
pour qui mettre "*debout les damnés de la terre*",  
est plus qu'une invocation ou qu'un chant,  
mais est devenu l'action quotidienne.

Walter De Kuysche  
Août 2002

Interview de

# **Gérard Olivier**

Belge naturalisé Brésilien  
missionnaire et préfet (bourgmestre) de Japaratuba  
Etat de Sergipe au Nordeste du Brésil<sup>2</sup>

## **1. La formation, l'arrivée au Brésil, la dictature militaire, la théologie de la libération**

---

Prêtre missionnaire belge, formé en Europe, arrivant au Brésil à l'époque du concile Vatican II, au début d'une dictature militaire et à la veille de l'émergence du concept de "théologie de la libération", pouvez-vous planter le décor et nous expliquer le contexte du début de votre vie et de votre action au Brésil ?

### ***Souvenirs d'enfance : violence, incendies, bombes***

Je pense qu'on doit commencer par le commencement.

Je suis né en 1936, donc pratiquement dans l'ambiance de guerre, et mes premiers souvenirs d'enfant sont des souvenirs de violence. Je me souviens par exemple que, évacuant en '40, les ponts avaient sauté sur l'Escaut et que mon grand-père me portait sur ses épaules, pour traverser sur des planches. C'est certainement la première image que j'ai dans ma tête : une image de violence, de fumées, d'incendies et de bombes. Cette violence a marqué les suites de ma vie.

### ***Les mouvements de jeunesse, des prêtres et des missionnaires***

Ce qui a également eu une très grande influence pour moi, ce sont les mouvements de jeunes de mon enfance et de ma jeunesse : les louveteaux, le scoutisme, le patro, étaient des groupes, non seulement de loisirs, mais également des lieux où l'on insistait beaucoup sur l'entraide, l'ouverture au monde, la réflexion. La guerre avait incontestablement ouvert les yeux des gens : nous avons été libérés par les Nord-Américains; pourquoi des Américains d'Amérique venaient-ils libérer des Européens en Europe ? Tout cela a certainement eu une influence dans la tête d'un gosse.

Des prêtres et des missionnaires m'ont également marqué. Je me souviens avoir rencontré un jour un missionnaire qui avait été durant 40 ans en Alaska, sans jamais revenir en Europe, et dont on ne comprenait pratiquement plus rien de son français. Cela m'a beaucoup impressionné. Un mouvement de jeunesse au-

---

<sup>2</sup> Japaratuba est une petite localité rurale de 15.000 habitants; ses 18 villages s'étalent sur un territoire de 30 km sur 20. Grand comme à peine les deux tiers de la Belgique, Sergipe est le plus petit Etat brésilien et compte 1.700.000 habitants. Le Brésil, lui, est grand comme 279 fois la Belgique et compte 171 millions d'habitants.

quel j'ai également participé fut le Roc, à Blandain, près de Tournai. Aux grandes vacances, un prêtre réunissait des jeunes et les faisait réfléchir sur leur vocation. C'était un thème dont on parlait beaucoup à l'époque, pas seulement de la vocation sacerdotale, mais également de la poursuite de sa vocation quelle qu'elle soit, afin d'avoir un projet de vie auquel on consacre toutes ses forces. Ce prêtre, actuellement retraité, que je n'ai plus revu depuis longtemps, s'appelle Gilbert Vals. Certainement que son témoignage de vie, son désir de formation des jeunes, m'a beaucoup influencé. Il avait un style très, très simple, il mettait les jeunes très à l'aise. J'ai pu moi-même dialoguer avec ce prêtre, pas seulement sur ma personne, mais déjà à cette époque-là également sur des problèmes mondiaux. La présence de ce prêtre a certainement joué pour que je concrétise une vocation religieuse.

### ***La famille et les rédemptoristes***

A côté de ces apports extérieurs, la famille a aussi eu une influence sur moi. Un papa et une maman qui s'entendaient très bien, qui avaient un projet de vie, ne vivant que pour leurs enfants, et qui n'avaient pratiquement, à ce moment-là, aucun loisir. Je me souviens que n'habitant qu'à septante kilomètres de la mer, ma maman n'a connu la mer qu'à plus de cinquante ans. La famille était vraiment l'endroit où l'on vivait, où l'on se rencontrait.

Une autre référence était l'amour que mon père avait pour les rédemptoristes, et spécialement pour la figure de saint Gérard. A ce moment-là, les "Pères au Quai" à Tournai avaient un culte à saint Gérard. J'ai reçu son nom, celui de Gérard, à cause d'un événement à la maternité. Je pense que je traînais un peu avant de venir au monde et l'on a mis devant ma mère une statue de saint Gérard, ce qui a permis la libération du Gérard qui allait naître. A cette époque-là, les rédemptoristes étaient assez nombreux dans la région, il y avait plusieurs couvents, et je me souviens d'une mission populaire en 1947, à laquelle j'ai participé en tant qu'enfant de chœur. Deux pères, Lebeau et Lemens, décédés aujourd'hui, prêchaient cette mission qui a certainement servi à me diriger vers les rédemptoristes.

### ***Le jardin d'enfants, les primaires, le secondaire et le football***

De ma scolarité, je garde un très, très bon souvenir du jardin d'enfants de Kain où une dame, handicapée, avait certainement un charisme particulier pour les tout petits. J'en ai encore le sourire et sa façon d'être dans la tête. Elle m'a certainement beaucoup plus impressionné que le primaire qui a été fait chez les Frères des Ecoles chrétiennes à la paroisse St-Nicolas à Tournai. Comme j'étais membre du patro très jeune, on m'a permis de choisir mon école primaire, ce qui fut une des grandes chances de ma vie. Nous habitions alors la rue des Ecoles à Kain, et un soir, alors que je terminais les deux premières années primaires à Kain, mon papa m'a demandé si je voulais rester dans l'école qui se trouvait dans la rue ou si je voulais aller là où, à cause du patro, j'avais plus de copains, à St-Nicolas à Tournai. J'ai choisi St-Nicolas, parce que j'y connaissais déjà une certaine ambiance de loisir et de camaraderie.

Et puis vint le secondaire, après la guerre. Le collège de Kain était en partie détruit, et la première année s'est faite à Ramegnies-Chin. Par la suite, les deux premières années gréco-latines se sont faites au collège de Kain. Puis la vocation missionnaire ou sacerdotale s'est concrétisée, et j'ai été invité à aller au collège du Christ-Roi à Sirault, dans la région de Saint-Ghislain.

Un autre apport qui m'a influencé, est - malgré la difficulté qu'il y avait à l'époque de faire du sport une des priorités des collègues - la pratique du football. Je me rappelle que je pouvais m'y affirmer assez fortement et que je pouvais m'y défouler. Je sentais très fort que le sport était un élément important pour le futur. Là, dans le football, j'ai pu me défouler à volonté, et surtout, trouver cette partie de loisir qui était pratiquement l'unique sortie que l'on avait deux fois par semaine. On restait normalement six semaines au collège, et il y avait les fameuses sorties bimestrielles de cinq jours durant lesquelles on retournait en famille.

### ***Le noviciat et le séminaire***

Après les humanités, ce fut l'entrée au noviciat, à Liège. J'y ai rencontré un jeune Américain qui habitait une petite île près de Trinité, en Amérique du Sud. Il était soldat américain quand il découvrit sa vocation en Allemagne. Nous sommes entrés, deux Belges et cet Américain, et avons fait notre noviciat ensemble. A chaque moment où nous pouvions nous parler, cet ami américain nous entretenait de sa petite île. Il en rêvait. Cela a peut-être aussi aidé à ma vocation missionnaire.

Les études au séminaire se sont faites en deux parties, d'abord au grand séminaire de Tournai, ensuite à Echternach, dans ce qui était alors une tentative de création d'un séminaire européen. Des séminaristes venant de toutes les parties d'Europe y étaient réunis. J'y fus envoyé avec un autre confrère belge. Là, au moment où les séminaires étaient encore des choses très fermées, j'ai aussi eu la chance de connaître une grande ouverture, à cause de la situation que vivait la majorité des séminaristes qui étaient français et qui devaient participer à la guerre d'Algérie. Nous avons continuellement des témoignages des atrocités et de l'injustice de cette guerre. Tout cela m'a beaucoup fait réfléchir sur le fait que dans le monde, il y a certainement une classe dominante et qu'une immense majorité doit suivre ce que les grands blocs décident.

### ***Le départ pour le Brésil***

Vint ensuite la concrétisation de l'option pour le Brésil. A cette époque, les rédemptoristes belges avaient une mission à Haïti. Cette mission existe toujours. Durant mes études, je me préparais à aller là-bas. J'ai par exemple étudié le vaudou, eu des contacts avec des missionnaires qui s'y trouvaient, etc, afin d'approcher au mieux la réalité haïtienne. Au moment de partir, la situation politique avec les Duvalier était exécrationnelle en Haïti, il était pratiquement impossible de rentrer dans le pays. Le Brésil, surtout la région du Nordeste, commençait à beaucoup faire parler de lui. Ce qu'on appelle les communautés de base commençaient à s'y développer, un rédemptoriste brésilien avait été nommé évêque du diocèse de Propria. Lui et deux autres prêtres desservaient un territoire grand comme un tiers de la Belgique, peuplé à cette époque de 300.000 habitants. C'était le moment du concile Vatican II. Sur la route du concile, cet évêque s'est arrêté au séminaire de Tournai pour demander s'il n'y avait pas des volontaires pour aller travailler avec lui dans son diocèse du Brésil. C'est ainsi que s'est créée la mission de Propria qui fonctionne toujours, avec notamment deux rédemptoristes belges.

A cette époque encore, le facteur violence a continué à influencer ma vie. Devant faire leur service militaire après les études, les jeunes Belges qui s'expatriaient pour un pays en voie de développement étaient exemptés de service militaire. Marqué par la violence de la guerre durant mon enfance, je ne me voyais pas



très bien servir mon pays en participant à sa force armée, et suis donc parti pour le Brésil dès la fin des études.

En 1965, j'arrive dans le diocèse de Propria. Le jour de mon arrivée, l'évêque était en voyage et m'avait laissé un petit mot me disant de prendre le bus le dimanche suivant pour me rendre à Japarutuba où les gens m'attendaient. La communauté de Japarutuba vivant depuis plus de cinquante ans sans aucun prêtre résidant, l'accueil fut très chaleureux. Pour les gens de la localité, c'était un événement que de voir arriver un prêtre. Bien que chaleureux, les premiers contacts furent difficiles parce que, par manque de maîtrise de la langue, je n'avais pas la possibilité de dialoguer vraiment avec la population. Il me fallut pratiquement une année d'immersion avant d'entrer véritablement dans la mentalité et dans la culture de la population.

### ***La dictature militaire, la résistance et la théologie de la libération***

Mon arrivée se fit dans un contexte politique très négatif, puisqu'en 1964 les militaires avaient supprimé toutes les institutions démocratiques du pays, comme le parlement et les élections. Aucune valeur démocratique n'était maintenue. Japarutuba était par exemple surveillée par une espèce d'agent secret désigné par l'armée, chargé de tout écouter et d'en faire rapport. On ne découvrit l'identité et l'activité d'espionnage de cet agent que par la suite seulement. Même les premières réunions que je faisais pour préparer les baptêmes et les mariages étaient surveillées, et des rapports sur ce que l'on y disait et faisait étaient transmis aux autorités militaires. La déformation de la vérité était chose courante. Je me souviens, par exemple, que l'argent qui arrivait de Misereor en Allemagne pour créer une première coopérative, Jardim, était considéré dans les rapports qu'on en faisait à l'armée, comme de l'argent devant servir pour une prochaine invasion de l'Allemagne, et qu'il se préparait ainsi la construction d'une base pour que les Allemands viennent prendre position au Brésil !

L'Eglise a eu un rôle très important dans la résistance au régime militaire. Elle est l'institution qui a sans doute le mieux résisté à la dictature. Faisant à l'époque la quasi-unanimité et bénéficiant d'un réel appui populaire, il était plus difficile pour les militaires de s'y attaquer que d'attaquer les syndicats, les groupes de jeunes ou le mouvement étudiant. Les militaires ayant supprimé toutes les formes de participation démocratique, politique ou associative, tel que le mouvement étudiant ou syndical, on observe aujourd'hui encore les conséquences de ces interdictions : les syndicats sont malheureusement plus souvent des lieux d'assistance sociale, où l'on donne des soins de santé par exemple, que des lieux de réel combat pour le respect des droits des travailleurs.

Dom Helder Camara, archevêque de Recife, mondialement connu, a été un des leaders de cette résistance de l'Eglise, pas seulement une résistance passive, mais une résistance réellement active, notamment à partir de l'idée de la théologie de la libération. Cette théorie Sud-Américaine qui porta d'incontestables fruits, entre autre dans la participation populaire des gens, a montré un nouveau visage de l'Eglise au Brésil durant de nombreuses années. Un visage où la préoccupation temporelle était la chose la plus importante dans la démarche de l'Eglise. C'est bien de penser au paradis, mais il est beaucoup plus important de penser à la condition humaine de ceux qui un jour peut-être arriveront au paradis. L'aspect social de l'Eglise fut développé en tant qu'outil de libération des gens, en ce compris la résistance à la dictature militaire afin de s'en libérer. Cette dictature, chacun le sait, était dictée à partir des Etats-Unis d'Amérique qui s'im-

posaient ainsi dans presque toute l'Amérique latine, tout comme dans d'autres parties du monde d'ailleurs.

Bien que minoritaire, la tendance progressiste de la conférence nationale des évêques du Brésil sut faire imposer des directives pastorales très claires, même si tous n'adhéraient pas aux éléments d'analyse marxiste que contient la théologie de la libération. Dans un contexte d'anticommunisme parfois très primaire, du genre *"les communistes mangent des enfants"* (sic), les Etats-Unis et l'aile conservatrice de l'Eglise avaient beau jeu de faire l'amalgame entre des éléments d'analyse marxiste contenu dans la théologie de la libération et le communisme. La grande majorité du clergé brésilien n'adhérait pas à l'analyse marxiste, mais dans la pratique, l'ensemble de l'Eglise était beaucoup plus disponible à tous les problèmes sociaux. Je me souviens d'un document de l'époque qui s'intitulait *"J'ai entendu les clameurs de mon peuple"*. Ce titre démontrait bien la préoccupation qu'avait l'Eglise de libérer les gens de leur condition infrahumaine. L'aile progressiste de l'Eglise a ainsi eu le leadership durant une quinzaine d'années. Les militaires sont parvenus en quelques années à supprimer tous les rêves de la jeunesse, mais l'Eglise a été un des moyens pour que continue l'éveil de vocations politiques, sociales et autres, afin de faire éclater l'emprise économique et idéologique de la dictature.

Bien qu'il y ait eu par la suite une résistance très forte de l'Eglise institutionnelle, et pratiquement une condamnation, la théologie de la libération se poursuit aujourd'hui encore, mais de manière beaucoup moins évidente que dans les années 1960 et 70. Il y a encore des communautés qui réfléchissent sur les questions d'aujourd'hui à partir de l'évangile. Léonard Boff, un des penseurs de la théologie de la libération, continue son travail, alors qu'il a été pratiquement expulsé de l'Eglise. Il continue, à partir de Rio, un travail d'éducation de base, intégrant des problèmes nouveaux tel que l'écologie par exemple.

A la théologie de la libération, l'Eglise officielle a préféré la mise en place du mouvement charismatique, le second étant mieux aux mains de l'institution que la première.

## 2. Les premières réalisations

---

Coopérative agricole, coopérative de pêche, création de jardins d'enfants et d'un orphelinat, construction de maisons, ouverture de centres de santé, lancement du club des mères, valorisation de la participation populaire... Pouvez-vous nous expliquer quelles furent les premières réalisations que vous avez initiées lors de votre arrivée au Brésil, à Japaratuba ?

### **Libérer des dépendances**

Comme je l'ai déjà dit, les premiers temps de mon arrivée au Brésil furent des moments d'observation de part et d'autre, de celui qui arrivait d'une part, et de la population déjà présente d'autre part. Dès le début, une de mes grandes préoccupations fut de libérer les gens de leurs dépendances. Pour citer un exemple, la société d'exploitation pétrolière qui fore des puits à Japaratuba, travaille à partir de cartes géologiques. Au lieu d'y indiquer que les terres appartenant à la coopérative "Jardim" sont la propriété de cette dernière, il y est indiqué "*Terres du Padre Geraldo*". Des faits comme ceux-là, qui peuvent paraître anodins, m'ont cependant déjà fait demander, dans les moments de doutes et de crises, s'il n'était pas temps de me retirer, parce que, vu les situations historiques que le peuple du Nordeste a vécu, l'esclavage par exemple, une relation de dépendance arrive très vite.

Il y a 35 ans, quand je suis arrivé, mais cela s'est heureusement fort atténué, les gens vouaient une véritable vénération au prêtre. Je me souviens qu'une des premières fois où je suis allé au marché, je me suis acheté un régime de bananes, et je suis revenu à la maison portant mes bananes. Qu'un prêtre portât des bananes fut perçu comme un grand scandale par plus d'un. Par de semblables petits détails, on voit l'espèce de mysticisme qu'il y avait autour de la personne du prêtre, alors qu'en Europe on ne développait déjà plus cette image d'un être supérieur. Tout cela a très fortement joué dans mon développement et dans mon action. A cause de cela, je me suis parfois abstenu d'entreprendre de nouveaux projets, afin de ne pas augmenter la dépendance ou le respect exagéré que l'on avait de ma fonction. Le fait que je sois préfet aujourd'hui aide paradoxalement à démystifier. En effet, si l'on a encore toujours un peu tendance à ne pas vouloir critiquer le prêtre, on ne se prive par contre guère pour critiquer le préfet. Comme je suis pour l'instant l'un et l'autre, cela aide énormément, ne fut-ce que pour inciter les gens à la participation notamment. J'ai, par exemple, eu de longues et difficiles discussions pour que le laïc ait sa véritable place dans l'église, mais il y avait toujours cette défense du genre : "*Non, tu es le prêtre et c'est toi qui dois décider*". Par contre, au plan municipal, comme préfet, j'oublie – grâce à Dieu ! – ma condition sacerdotale, pour ne voir que ma fonction d'administrateur. La critique est alors, pour les gens, beaucoup plus facile et constructive.

Les premières réalisations se sont faites assez rapidement. Ne sachant pratiquement que faire cela, j'ai commencé à rendre visite à toutes les familles, invitant les gens à se réunir. Durant des années, le cheminement fut surtout cela : des visites à domicile et le questionnement sur la réalité lors de réunions. Lors de celles-ci, j'ai parfois vécu des moments extraordinaires de la part de gens. Je me souviens de l'exemple d'un pêcheur qui a un jour renoncé à la pêche, abandonnant ainsi son gagne-pain et se mettant dans une situation matérielle impossible, afin d'être plus à la disposition des autres. De véritables vocations communau-

taires ont ainsi vu le jour. Nous avons à cette époque une espèce de conseil qui se réunissait pratiquement tous les mois, avec des représentants de chaque village, et qui définissait ce que l'on pourrait faire pour améliorer la situation matérielle.

En 35 ans, le Brésil a fait des pas de géant, surtout dans les secteurs de la communication et des transports, mais également dans tous les autres secteurs. On est passé de la houe au tracteur. Une modernisation rapide de la société s'est faite jour, non sans créer des problèmes.

### ***Une coopérative agricole pour faire avancer la réforme agraire***

Le premier problème que j'ai rencontré est certainement la question de la terre. Durant ces 35 ans, ce problème a marqué très fortement notre action. J'ai la chance d'avoir comme partenaire, depuis 1970 déjà, Misereor. A cette époque, au niveau des Eglises européennes, la conférence des évêques allemands était déjà très avancée dans les relations qu'elle développait avec d'autres Eglises locales. Misereor a financé le premier achat de terre chez nous, avec l'objectif de prouver, qu'avec des moyens financiers limités, une réforme agraire au Brésil était possible. C'est ainsi que s'est mise en place la coopérative Jardim, grâce à l'achat de cette première terre qui fut le départ d'autres conquêtes dans la région.

Achetée avec droit de propriété et d'exploitation, l'occupation de cette terre s'est faite de manière non-violente. Cette non-violence a beaucoup fait avancer la cause de la terre, malgré la résistance des grands propriétaires terriens qui ont fortement protesté au début. Durant deux ans, seulement 18 agriculteurs ont tenu le coup, se sont libérés de la grosse propriété terrienne ou de l'usine de canne à sucre, pour travailler dans la coopérative.

A cette époque, même quand on achetait les terres, cela créait des problèmes, car ces terres quittaient le patrimoine des dominants qui avaient une emprise non seulement sur la terre, mais pratiquement sur toute la politique et sur toute l'économie. Le blanc propriétaire terrien dominait et avait en mains toutes les structures de la vie de la communauté, en ce compris même la culture. Une rencontre à laquelle je participais en janvier dernier traitait justement de cette question des aspects culturels de l'esclavage : la musique et les danses africaines par exemple. Au début, ces expressions de la culture africaine, restes de valeurs africaines, étaient liées à l'église et s'y déroulaient, mais les dominants blancs sont parvenus à chasser ces manifestations de l'église et elles se font désormais dans la rue. Les grandes familles comptaient toujours parmi leurs membres un juge, un prêtre et un militaire, c'était les trois fonctions indispensables pour continuer à dominer. Ces grandes familles ont toujours lutté pour que soient écartées les expressions du mouvement culturel africain qui depuis toujours au Brésil, contient en germe une tentative ou un rêve de libération.

Ce premier pas pour trouver une solution au problème de la terre a bien entendu été le début d'un long combat. Un propriétaire terrien est un jour venu me voir à l'église pour me dire : *"Je te conseille très fort de rester dans la sacristie"*, ce à quoi j'ai répondu que je n'aimais pas beaucoup cela parce qu'il y faisait trop chaud... L'achat des premières terres de la coopérative bouleversait "l'ordre" dominant établi. Pourquoi ne pas avoir plutôt aidé les gens à rester dans les exploitations agricoles des grandes usines de canne à sucre ? Parce que la dépendance de l'ouvrier agricole y est totale. Même les magasins sont propriété du propriétaire terrien, les gens y achètent à crédit les vivres indispensables, jusqu'au moment où la dépendance devient telle que les travailleurs ne reçoivent

pratiquement plus jamais de salaire. La boucle est ainsi bouclée, tout tourne autour du propriétaire terrien. L'Europe industrielle naissante a connu de semblables exploitations de travailleurs.

Pour accéder à la liberté, il fallait créer l'indépendance économique. Une raison supplémentaire pour entreprendre la coopérative agricole, a été d'avoir accès à d'autres cultures que la canne à sucre : riz, haricots, maïs, etc. L'aide de Misereor a pratiquement financé, pour deux ans, la nourriture de ces gens, afin qu'ils aient le temps de s'organiser et d'avoir les premières récoltes. Aujourd'hui, la coopérative représente 5.000 hectares répartis sur deux municipalités, bien qu'on ait parfois dû combattre les vellétés gouvernementales de défier l'esprit de la coopérative en désappropriant les terres. Trois cent cinquante familles vivent de la coopérative et ce sont déjà les fils et les filles de la seconde génération qui cultivent la terre. Economiquement, la coopérative est aujourd'hui totalement indépendante et s'autofinance intégralement. Comme toute entreprise saine elle a accès aux emprunts bancaires mais n'est pas endettée. Pratiquement, on m'invite toujours aux assemblées générales, deux ou trois fois par an, où tous se réunissent, et de temps en temps au Conseil d'administration, quand il y a des questions importantes à résoudre. Les jeunes de la seconde génération, qui n'ont pas connu l'exploitation de l'usine de canne à sucre, me considèrent comme le fondateur et l'initiateur d'une autre option socioprofessionnelle. Ce sont les parents qui ont acquis la liberté et les enfants n'ont connu que cette liberté. Cette liberté change les mentalités et des jeunes voudraient aujourd'hui, non plus travailler sur les terres de la coopérative qui ne leur appartiennent pas personnellement, mais sur des terres qui soient leurs propriétés terriennes personnelles. Avec la liberté, les esprits évoluent. Cette envie de posséder sa terre, est un souci légitime de la personnalité humaine, surtout dans le monde rural : avoir la possession de la terre, vouloir que sa terre s'identifie à sa personne, qu'il y ait une relation entre une terre et une personnalité.

### ***L'organisation des petits agriculteurs indépendants***

Comme on est en monde agricole, il y a la coopérative où travaillent des gens qui n'ont pas de terre, mais à côté des grands propriétaires, il y a aussi des gens qui ont de petites terres. C'est un des grands problèmes aussi, parce que ces gens n'ont pas d'assistance technique, n'ont pas accès au crédit, et donc pas toujours la possibilité d'acheter des semences suffisantes. On a beaucoup travaillé sur cette question et une secrétaire de la préfecture consacre aujourd'hui beaucoup de temps et d'énergie pour aider ces petits propriétaires indépendants. Actuellement, ils travaillent sur un projet très intéressant. Souvent ils n'ont qu'une ou deux vaches, et ils sont en train de mettre en place toute une assistance technique : accès aux services d'un vétérinaire, accès possible à un tracteur (15 reais<sup>3</sup> l'heure, au lieu de 25) grâce à un subside de la municipalité. Les Sans-Terre qui, eux, ne possèdent même pas les 15 reais, paient avec leur production.

Grâce à des fonds venus des Etats-Unis, nous avons également pu créer pour toute la région un "fonds rotatif d'engrais", grâce auquel les petits propriétaires reçoivent l'engrais et peuvent le payer tout au long de l'année. Ceci fut une démarche très importante ici, car la vision européenne de produire pour produire ne reçoit pas le même écho en Amérique latine. D'une façon très sage, les gens considèrent souvent la production comme un des moyens pour pouvoir vivre décemment, vivre sans la faim, mais n'ont pas la hantise de produire pour produire, de transformer le surplus de la production en d'autres avantages de la vie maté-

---

<sup>3</sup> Ndlr : La monnaie nationale est le real : un real, des reais. 1 real = 0,40 €.

rielle. Il faut avoir le plus grand respect pour cette limitation de la production. J'ai vécu cela avec les pêcheurs, je le vis encore à la coopérative agricole, bien que les choses commencent à changer tout doucement, mais il n'y a pas cette hantise de produire pour produire et de s'enrichir pour s'enrichir. La finalité est de donner l'alimentation. Certains disent qu'on doit faire des paysans des petits propriétaires, mais dans leur cœur, dans leur mentalité, cela est encore un aspect à développer. Le message des missionnaires protestants nord-américains, qui se développe aujourd'hui, sous-tendant que le succès sur terre est prémonitoire de la place que l'on aura au ciel, continue à dire clairement que si l'on veut rencontrer Dieu, on doit avoir une indépendance économique. Les messages radio qu'ils diffusent sont clairs : *"Venez dans notre Eglise, vous y rencontrerez Dieu et vous aurez la richesse temporelle"*.

### **La coopérative des pêcheurs**

Il y avait un problème dans la communauté de Pirambu, aujourd'hui indépendante mais qui à l'époque faisait partie de la paroisse de Japarutuba. Dans cette communauté, il y avait ce contraste terrible qu'il n'y avait pratiquement aucun pêcheur qui retirait sa subsistance de la mer ou du fleuve, alors que Pirambu se trouve en bordure du fleuve Japarutuba, qui se jette dans la mer à Pirambu.

L'apport des coopérants belges a été déterminant. J'avais le contact avec les gens de Pirambu où j'étais également curé à l'époque, et on s'y est posé à un moment la question suivante : n'y a-t-il pas possibilité d'explorer ce fleuve, d'explorer cette mer, où il doit y avoir beaucoup de nourriture pour la communauté ? Grâce au collègue d'Amérique latine, de Louvain, nous avons eu l'apport de deux coopérants belges qui ont découvert que Pirambu était un lieu de reproduction de la crevette géante, dans des roches et le long des plages.

A partir de cette découverte, la ville de Pirambu, qui était un village et qui est maintenant une municipalité, a pu accueillir une population supplémentaire pour participer au travail de la pêche de la crevette. On y a installé une infrastructure permettant la commercialisation du produit de la pêche : achat de bateaux, aménagement d'un petit port, construction d'une petite fabrique de glace, etc. Ceci fut surtout possible grâce à une aide très importante du gouvernement des Pays-Bas, via une ONG hollandaise qui travaille sur des projets de développement de la pêche. Beaucoup peuvent peut-être condamner l'intervention extérieure, mais sans cette intervention, sans l'arrivée des Belges, il n'y aurait pas eu de développement. L'intervention extérieure a été déterminante pour faire découvrir qu'il y avait cette possibilité de développement à travers la pêche.

Il y eut aussi beaucoup de résistance, beaucoup d'incompréhension, notamment parce que l'on disait que c'était un prêtre étranger qui voulait dominer. Pour la construction des infrastructures par exemple, nous avons eu de grandes difficultés, parce que les propriétaires des maisons dans la rue voisine disaient qu'on leur cachait la vue sur la mer. Ils ont tout fait pour empêcher la mise en place de l'infrastructure qui est cependant fort raisonnable.

Soulignons que là aussi, après la grande participation des débuts, les Belges ont su se retirer à temps, laissant les rênes aux seuls Brésiliens. Il n'y a actuellement plus qu'un appui technique belge, mais qui n'a rien à voir avec l'administration du projet lui-même. Ce projet de coopérative de pêche remonte à 1975 et je m'y suis investi jusqu'à la fin des années 80. Aujourd'hui, pratiquement toute la petite ville de Pirambu, soit 4.000 habitants, vit directement ou indirectement de cette activité. S'autofinçant et générant ainsi un petit centre économique plus fort, situé

en bord de fleuve et de mer, ce projet a aussi eu le mérite de développer un peu le tourisme, avec une petite promenade, la création d'un centre de reproduction de tortues de mer, et l'implantation de l'une ou l'autre seconde résidence.

### ***La participation populaire, l'éducation, la petite enfance, la santé, la condition de la femme***

Beaucoup d'autres choses ont complété et enrichi ces grands projets professionnels et économiques. Des mots-clefs ont guidé notre travail. Le premier mot, est la participation populaire. Ce fut une lutte de plus de trente ans, pour essayer de faire comprendre que sans la participation des intéressés, les projets n'ont guère de valeur. Il faut toujours la participation populaire comme point de départ de n'importe quelle activité.

Et aussi l'éducation, surtout des tout petits. Là encore, les Belges ont eu une action très importante pour la fondation, pratiquement dans chaque village de la communauté de Japaratuba, d'un jardin d'enfants. Sans vouloir me jeter des fleurs, je peux dire que cette réalité n'existe guère dans l'ensemble du pays. Tout ce qui concerne la petite enfance n'intéresse pas beaucoup les politiciens, parce que le sujet n'est que peu porteur lors des élections. Une sœur de la Charité de Namur, frœbélienne issue de la région de Charleroi, a eu cette intuition de créer, comme signe de transformation, l'implantation de jardins d'enfants. Elle a eu une très grande influence, surtout sur les moniteurs et monitrices, à cette époque également financés par la Belgique. Ces monitrices et moniteurs ont apporté énormément au développement de cette large tranche de la population. Un tiers de la population de Japaratuba est en âge scolaire, avec un gros paquet de tout petits qui attendent aussi un bon commencement dans la vie.

La participation populaire, l'éducation, mais aussi la santé. La santé est un des gros problèmes sur lequel s'est particulièrement penchée une seconde sœur de la Charité de Namur, qui a implanté un peu partout des petits postes de santé qui, par la suite, ont été adoptés et subventionnés totalement par le pouvoir communal.

Une autre grande préoccupation pour tout le Nordeste, est la condition féminine. On sait que pour des raisons historiques, la femme est considérée comme un être inférieur à l'homme. Avant notre arrivée déjà, une personne avait deviné que l'on pouvait réunir les femmes pour essayer d'acquérir une meilleure condition humaine, de développer leur vocation féminine avec respect et dignité, d'enrichir les relations familiales, etc. Accoucheuse de métier, cette personne, dona Maria, travaille toujours avec nous. Dona Maria regroupa surtout les femmes qui avaient des enfants en bas âge, et grâce à l'apport de la Belgique, de "Japabel" entre autres, on a pu développer cela de manière très importante. La valorisation du rôle de la femme a eu une influence très grande dans l'évolution de la vie communautaire et sociale des différentes collectivités.

Voilà donc les mots-clefs auxquels nous avons voulu nous raccrocher : participation, éducation, santé, promotion humaine.

### ***Beaucoup ont apporté leur collaboration***

Tout au long de ces années j'ai été aidé, beaucoup plus qu'aidé. Beaucoup sont venus donner leur part de collaboration.

Je me souviens d'un jésuite qui avait été missionnaire et qui avait connu les prisons chinoises. A partir de cette expérience de la Chine, il avait une vision extraordinaire de la libération et de la dignité humaine. Il venait à Japaratusba avec des religieuses et des laïcs de Belo Horizonte, dans le sud du Brésil, et développait une réflexion très profonde sur la condition humaine, sur des questions qui sont évidentes pour nous mais qui, dans la réalité brésilienne, sont compliquées, telle que l'égalité entre l'homme et la femme. Cet homme a certainement apporté beaucoup de richesse à la réflexion de la communauté de Japaratusba.

Je pense aussi à un prêtre belge, du diocèse de Gand, agronome de formation, qui est parvenu à installer dans l'Etat voisin de Bahia, des coopératives scolaires pour donner le goût de la terre aux enfants et aux jeunes. Il a commencé à implanter des petits projets de culture liés à l'école – ce qui arrangeait très bien l'école, puisque cela lui permettait de donner de la nourriture aux enfants. Ce prêtre a eu une importance déterminante sur l'implantation de la coopération "Jardim" à laquelle il a notamment transmis cette idée d'école agricole. Il venait pratiquement à chaque congé scolaire avec des étudiants en agronomie (pour lesquels existe une faculté dans l'Etat voisin), initiateur de nouvelles améliorations agricoles, mais aussi pour aider à l'organisation des communautés rurales afin d'acquérir leurs propres terres.

Tous ces apports ont été très, très importants.

On peut penser que je n'écris pas beaucoup, mais ma référence à mes origines belges est pour moi un soutien journalier. Tous les jours, je pense à la solidarité que la Belgique a eue, à travers ses communautés. Je pense, par exemple, à la fidélité d'une expérience à Tournai, souvent considérée en marge, l'expérience d'une communauté de base ouvrière qui se réunit chaque semaine avec Victor Viaene, qui est prêtre et qui consacre sa vie à la dynamique ouvrière. Je sais que pratiquement à chaque réunion de cette communauté, on pense à Japaratusba, on pense à nos problèmes. Victor n'est jamais venu ici, mais il a certainement beaucoup collaboré, pas seul mais avec tous ceux qui l'entourent, à ce qu'on puisse définir nos priorités. Tout cela est quelque chose de très fort. Sans oublier les dizaines et les dizaines de personnes et d'amis, que je connais parfois depuis des années et des années. Cela empêche de succomber à la grande tentation d'aujourd'hui qui est de se promener dans une ville en fermant les yeux sur la réalité.

Aujourd'hui que l'on parle beaucoup de la globalisation et que le monde est devenu un grand village, il faut insister sur le fait que chaque village doit avoir ses priorités, sinon on va devenir un camion où tout le monde s'embarque sur le même chemin. Les priorités et les projets locaux sont indispensables pour le développement, et pour le maintien de la culture.

A Japaratusba, durant les deux dernières années que l'on vient de passer à la préfecture, on a rappelé avec insistance une figure extraordinaire qui est née ici. Arthur, qui a une histoire un peu compliquée, est entré à l'armée, à la marine, à Rio de Janeiro. Là, dans un combat de boxe, il a eu un choc au cerveau qui l'a envoyé durant plus de cinquante ans dans un asile. A cette époque, la folie était traitée par l'éloignement de la communauté. Tous ceux qu'il a rencontrés là – c'était dans une espèce de colonie assez grande - ils les a représentés ensemble et en a fait une grande œuvre d'art. Il y a quelques années, la biennale de Vienne l'a choisi comme artiste des années nonante. La globalisation économique nous fait oublier que, comme le dit le proverbe chinois : *"Si chaque trottoir est propre, toute la rue est propre"*. Pour que l'ensemble soit propre, chacun doit



commencer à nettoyer devant chez lui. Je pense qu'à l'échelle du monde, cela doit aussi fonctionner comme ça. Si chaque communauté a son trottoir bien propre, cela aura une influence sur le trottoir de Japaratuba, dans un petit coin du Brésil.

Tout au long du lancement de ces premières réalisations, j'ai toujours insisté sur la solidarité et sur l'éveil aux priorités locales, non pas sur des priorités vagues ou globales, mais sur de petites choses qui peuvent aider beaucoup. "*L'ingérence*", entre guillemets, belge ou européenne dans notre communauté a donné des fruits, avec parfois des moments malheureux. Je me souviens par exemple quand, jeune Européen je suis arrivé ici, les gens ne mangeaient pratiquement pas de verdure, pas de légumes verts. Je me suis mis en tête qu'en faisant une espèce de jardin, les gens pourraient avoir une meilleure santé en mangeant des choux ou de carottes. Des choux merveilleux s'y étaient développés. Au moment de les récolter et de les manger, comme il n'y avait pas eu de préparation mentale et culturelle de la population au rôle des choux dans la santé, tout est parti pour les vaches.

Ceci pour rappeler le poids de la réalité locale, l'importance de chaque morceau de trottoir.

### **3. L'engagement politique et la gestion d'une communauté rurale**

---

Et puis vint l'engagement et le mandat politique. Pour le moins surprenant : un prêtre missionnaire, d'origine belge de surcroît, devient préfet au Brésil !

Pourquoi et comment cela a-t-il été possible ? Quelle a été l'attitude de l'Eglise face à ce choix atypique ? Comment gère-t-on une commune rurale dans le Nordeste brésilien ?

Parlez-nous aussi d'une réalité assez peu connue en Europe : le budget communal participatif.

#### ***La défense du bien commun violé***

Je considère mon engagement politique comme une conséquence logique de tout ce qui s'est passé. Nous connaissons la définition la plus noble, mais la plus véritable aussi de la politique, qui est la défense du bien commun. Ce bien commun est totalement violé au Brésil, surtout dans notre réalité rurale. Durant très longtemps, les grands propriétaires terriens sont parvenus à avoir une emprise sur tous les secteurs de la vie, et notamment sur la politique. C'était toujours les grands propriétaires terriens ou leurs parents qui étaient les chefs politiques, spécialement dans le Nordeste du Brésil.

Mon engagement politique n'a pas été une ambition personnelle. Il fut la conclusion de nos réflexions, de notre cheminement, avec les gens qui, vers les années 1975 déjà, ont découvert qu'on pouvait peut-être essayer d'avoir ce pouvoir politique; qu'avec ce pouvoir politique, on pourrait mieux répartir le pain et avoir une plus grande participation populaire. Tout cela, avec une grande préoccupation des plus pauvres.

A côté des communautés qui me poussaient à cet engagement politique, j'ai eu la chance, au moment de la dictature, de rencontrer une des grandes figures charismatiques du Brésil d'aujourd'hui, celui qui par trois fois déjà a essayé d'être président du Brésil, Luis Inacio da Silva, dit "Lula". Lula est un ouvrier que l'on peut comparer, mais les comparaisons sont difficiles, à un Lech Walesa brésilien.

Un jour, lors de la répression militaire, j'ai eu l'occasion de le rencontrer dans le diocèse. Lors de la venue de Lula, la petite ville de Propria était pleine de militaires qui essayaient d'intimider les gens, afin qu'ils ne s'approchent pas de lui. J'ai eu la chance d'avoir un tête-à-tête d'environ une demi-heure avec lui. Je lui ai demandé si cela valait la peine de laisser pratiquement le sacerdoce pour prendre un engagement politique plus défini. Il m'a expliqué simplement l'option compliquée qu'il avait dû prendre lui aussi comme syndicaliste. Il travaillait dans une région de grandes industries de montage de voitures, et tous les jours au matin, vers 5 h, il réunissait les gens à la porte des fabriques, il organisait des mouvements de grève, et son rôle était purement syndical. A un moment de cette lutte, il a découvert que sans la politique, il lui serait difficile de concrétiser tout ce dont il avait rêvé et tout ce que les gens essayaient d'améliorer, tant au travail que dans la vie. C'est ainsi que quand j'ai rencontré Lula, il était en train d'essayer de fonder le Parti des Travailleurs (PT), auquel je suis affilié depuis plu-

sieurs années. Lula m'a répondu : *"Si tu sens cet appel, va de l'avant. Garde une référence avec l'Eglise, mais ne t'attarde pas au problème qu'elle s'est elle-même créé, à savoir qu'elle demande un engagement politique aux laïcs mais semble préserver ses ministres, les prêtres, et a peur de leur engagement politique"*.

C'est surtout à cause des communautés, mais aussi à cause de ce dialogue avec Lula, lui-même Nordeste – qui, enfant, a dû fuir vers le sud avec ses parents à cause de la sécheresse et de la faim - que j'ai fait le choix politique. Ce choix qui date du début des années '80, n'a rien de personnel mais se veut un choix communautaire, en vue de la réalisation politique, pure et fidèle, du bien commun. Sans vouloir être meilleur que d'autres, ce pas décisif, très compliqué pour moi à cause de l'attitude rigide de l'Eglise, a été nécessaire pour avancer vers d'autres projets communautaires, vers de nouveaux chemins de développement.

Pour être politicien il faut d'abord sa naturalisation. Ce fut une lutte difficile, car au moment de la dictature militaire, les étrangers et spécialement les gens qui étaient liés à l'église, n'avaient pas accès à la naturalisation. En 1981, j'ai enfin réussi à obtenir cette naturalisation brésilienne.

Là commence une nouvelle phase de ma vie. Quand la naturalisation a été accordée, il est venu une réaction très, très grande des milieux politiques de presque tout l'Etat de Sergipe. Ces milieux ont eu peur de voir surgir, à travers ma personne, un nouveau type de politique, alors que jusque là tout le jeu politique était basé sur les clans politiques très fermés, qui maintenaient le pouvoir et qui ne permettaient pas à d'autres d'entrer dans cette société très restreinte. C'est ainsi que lors des élections de 1981, mon inscription comme candidat au poste de préfet de Japarutuba, a été cassée par la justice électorale. L'argument était que je n'étais pas résidant au Brésil depuis 5 ou 6 ans, alors que cela faisait 15 ans que j'y habitais ! La "justice" électorale a trouvé des arguments qui ne tenaient pas, pour casser ma candidature, mais aussi le cheminement des communautés. Mais cela a créé un climat qui, en '88, a permis une première élection. La dictature militaire était terminée et les communautés se vengeaient de l'injuste décision de 1981. Avec 70 % des voix, nous sommes parvenus à prendre le pouvoir pour la première fois dans toute notre région des grands propriétaires terriens. De 1989 et 1993, j'ai donc été préfet de Japarutuba durant quatre ans. Avec d'énormes difficultés. Les grands propriétaires me disaient très clairement : *"Tu as gagné, mais tu n'auras pas le pouvoir. Le pouvoir restera avec nous. Tu seras simplement un homme de paille sans aucune possibilité de faire un travail de regroupement ou de participation. Nous n'en voulons pas" !*

Le grand mot dans le Nordeste, c'est la participation du monde populaire. Parce que la politique vient du haut, il n'y a aucune possibilité de participation des gens. Notre victoire a permis aux communautés de s'organiser de façon beaucoup plus efficace, et d'avoir voix au chapitre.

### ***La participation populaire, le "budget participatif", la séparation entre l'exécutif et le législatif***

Cette base participative, accentuée aujourd'hui par un second mandat, se concrétise particulièrement par le "budget participatif". Le budget participatif est un cheval de bataille de notre parti. Chaque année, au mois de septembre, l'exécutif doit envoyer un budget au législatif.

Pour la première fois l'année dernière, nous avons envoyé un budget qui est pratiquement le reflet de toutes les priorités des communautés. Souvent, de façon erronée, l'exécutif pense que le plus important est de faire une école par exemple, alors que la communauté voudrait un autre investissement. Ce sont ces aspirations des gens qui se sont concrétisées pour la première fois l'année dernière, grâce au budget participatif. Cette année, ce budget sera de nouveau présenté de la même façon. Cette expérience est très enrichissante car elle permet, lors de nombreuses réunions, d'avoir un contact très grand avec toutes les communautés. Cela permet aussi de former une équipe qui reste toute l'année attentive à la concrétisation de ces priorités. Il ne suffit en effet pas de détecter les priorités, encore faut-il les réaliser. Un budget ne peut pas être quelque chose de passif, mais doit posséder une dynamique qui engendre l'action populaire, faisant ainsi surgir d'autres priorités.

Ce budget participatif constitue les prémices d'une gestion nouvelle d'une petite commune rurale au Brésil.

A côté du budget participatif, nous avons également travaillé sur un autre point qui nous semble très important dans le fonctionnement démocratique de la cité. Traditionnellement, dans notre région, le pouvoir exécutif était à la merci du pouvoir législatif. En 1989, quand nous étions pour la première fois aux affaires, nous avons séparé le pouvoir exécutif du pouvoir législatif, par une loi que les successeurs ont dû suivre. Cela a permis de faire disparaître une grande corruption. En effet, précédemment, le pouvoir exécutif voulant réaliser un projet, grand ou petit, bon ou mauvais, devait avoir une relation avec le pouvoir législatif qui lui donnait la permission d'exécuter la chose. Nous avons là un cercle vicieux de compromis, même financiers en achetant des accords, entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif<sup>4</sup>.

Le budget participatif est très bon pour corriger ce genre de chose. En effet, si le budget participatif est présenté par la population, il est difficile pour le pouvoir législatif de contredire ce que leurs électeurs ont choisi, et de se mettre en guerre contre eux. Le paradoxe de la situation brésilienne est que si l'exécutif veut exercer un pouvoir indépendant, il lui faut nécessairement faire appel aux collectivités de base (quartiers et villages) qui doivent le soutenir dans ses démarches et dans sa politique.

La localité comprend dix-huit villages et le centre-ville a été découpé en une dizaine de quartiers. Ce qui fait une trentaine de centres de décision pour l'élaboration du budget participatif. Ces centres sont animés par le préfet (quand il le peut) et par une secrétaire de préfecture entourée d'une équipe de six fonctionnaires municipaux spécialisés dans l'élaboration du budget et dans l'animation des communautés. Chaque communauté élit deux représentants qui font partie d'un comité permanent du budget participatif. Ces délégués peuvent être consultés à tout moment par l'administration. Touchant les couches populaires, le comité permanent est composé d'ouvriers agricoles, de commerçants, d'enseignants... Les très riches boudent bien entendu cette forme de participation.

---

<sup>4</sup> Ndlr : Au Brésil, l'exécutif n'est pas toujours l'émanation du législatif, comme c'est le plus souvent le cas en Belgique. Le législatif peut ainsi facilement brider l'exécutif, le rendant totalement impuissant et inopérant. Dans la situation présente de la commune de Japarutuba, le choix des urnes a été d'élire un préfet (exécutif) appartenant au Parti des Travailleurs, alors que deux membres seulement du même parti ont été élus dans l'instance législative qui est composée de 10 membres.

## ***Pour la dignité et l'espérance***

Lors de la campagne pour les dernières élections municipales, nous avons valorisé deux thèmes qui peuvent paraître comme n'ayant que peu à voir avec la réalité ou avec la politique : la dignité et l'espérance. "Dignité et espérance" est d'ailleurs la devise de l'actuelle administration.

Chez nous, au Nordeste, la dignité humaine est bafouée à tout moment. Dans le cadre d'une politique saine, la dignité humaine doit se concrétiser par la défense de la citoyenneté et par la défense du minimum nécessaire.

Je pense qu'il ne doit pas y avoir beaucoup d'endroits où en politique on parle de dignité humaine. Quand on voit par exemple comment se sont formées les communautés brésiliennes, ce fut par l'arrachement, par la force et la violence, de personnes d'Afrique qu'on forçait à l'esclavage au Brésil. Quand on voit la condition des femmes, considérées encore aujourd'hui comme inférieures aux hommes. Si l'on regarde les Sans-Terre, il saute aux yeux que le droit à un lopin de terre, le droit à la nourriture, le droit à l'éducation, à la santé, à une habitation, tout cela est bafoué.

Autour de ces valeurs de dignité et d'espérance, nous avons essayé de bâtir une politique qui a aussi comme priorité la jeunesse. Malgré mes cheveux blancs, je reste toujours très soucieux de transmettre l'espérance aux plus jeunes. On voit malheureusement que même quand ils parviennent à se former, ils sont souvent désespérés parce qu'ils ne trouvent pas une place sur le marché du travail, et par voie de conséquence, ne trouvent pas une place dans la communauté. Cette espérance et cette dignité doivent être accessibles à tous les citoyens, mais spécialement aux plus jeunes qui ont perdu cette espérance, qui se sentent marginalisés, par un système d'injustice qui continue à régner parmi nous.

## ***800 travailleurs communaux et 11 départements d'action***

La préfecture de Japaratuba occupe 800 employés communaux. Ils étaient plus de mille, mais j'ai dû, pour payer décemment les personnes, réduire ce nombre de deux cents, deux cents personnes qui avaient été engagées préalablement sans respect des règles de concours en vigueur, mais simplement pour satisfaire les projets politiques de quelques-uns.

Nous sommes restés 800. Parmi eux, 400 travaillent à l'éducation, 150 à la santé, et le reste à l'administration, dans des fonctions les plus diverses. C'est un peu la situation telle qu'on l'a connue entre les deux guerres dans les communes belges : la petite commune qui n'avait pas l'ampleur d'aujourd'hui mais qui était en contact permanent, par ses différents services, avec la population.

Le travail est divisé en onze secteurs qui sont autant de priorités. A côté de la santé et de l'éducation, il y a l'agriculture, les finances, le contrôle interne, l'action sociale, l'action communautaire, les travaux publics, la culture et les sports, la communication (très importante dans une administration qui se veut le porte-voix de la dignité et de l'espérance. S'il n'y a pas une conscientisation permanente de cette dignité et de cette espérance, il sera difficile de propager notre proposition auprès des gens). Le travail est donc divisé entre ces catégories, sous la direction de secrétaires de préfecture dont la fonction, dans la définition et la réalisation des objectifs, est extrêmement importante. Chef de l'exécutif, le préfet coordonne et commande les différents secteurs, mais dans un travail d'équipe avec les différents secrétaires de préfecture. Le travail de concertation de l'équipe de

mande énormément de temps mais est très productif. Si ce travail d'équipe a pour référence le bien de la communauté, alors on est sûr de faire des pas très importants dans la libération des gens. Ce qui compte, c'est que tout au long des quatre années de notre législature, les gens soient davantage des personnes humaines, participant à l'indispensable citoyenneté qui rend les communautés libres.

#### **4. De quelques problèmes du Brésil**

---

Pourriez-vous nous parler de quelques autres problèmes que rencontre le pays : les droits de l'homme pas toujours respectés, la fragilité économique de ce géant qu'est le Brésil, le racisme dont souffrent toujours les noirs... ?

##### **Le mouvement "Sans-Terre"**

Le mouvement "Sans-Terre" n'est pas un problème propre à Japarutuba<sup>5</sup>, c'est un problème du Brésil. Il y a certaines régions où la propriété terrienne a été mieux divisée mais dans l'immense majorité des cas, la propriété terrienne est aux mains de quelques-uns. Dix pour cent de la population possèdent autour de nonante pour cent de la propriété terrienne. Ce sont des chiffres qui laissent rêveur, mais qui sont une réalité.

Si on étudie le développement comme j'ai pu le faire, on constate que dans aucun pays du monde il n'y a eu de développement sans réforme agraire, même si celle-ci s'est parfois réalisée par la force. Dans certaines régions d'Extrême-Orient, par exemple, c'est le général Douglas Macarthur qui a imposé la division de la terre comme premier pas pour le développement.

Au Brésil, cela a très mal commencé. On sait que le Brésil a été initialement divisé en tranches, pour que les grandes familles portugaises aient des droits sur des régions immenses, ayant des milliers de kilomètres carrés à leur disposition. La situation n'a pas beaucoup évolué. Depuis la colonisation par les Portugais, le pays a gardé une structure agraire assez identique, envenimant constamment toute velléité de développement. Les chiffres sont alarmants. Il y a une cinquantaine d'années, le Brésil avait 70 % de sa population dans les zones rurales, et 30 % dans les grandes villes. Au cours de ces cinquante dernières années, avec la dégradation due à la situation agraire, c'est exactement le contraire qui se passe : 70 % des gens sont aujourd'hui dans les villes et 30 % dans les campagnes. Seule évolution : des groupes économiques remplacent peu à peu les grands propriétaires terriens. La propriété terrienne change de type de propriétaire, mais c'est la même tendance qui perdure : l'exploitation de l'immense majorité par quelques-uns. De très grands groupes européens et d'ailleurs, parviennent à acquérir des fermes énormes. En Amazonie, par exemple, Volkswagen investit dans l'élevage avec des technologies très avancées : le contrôle du poids et de la santé des vaches se fait à la maison mère en Allemagne, via l'implantation de chips dans le corps des animaux.

Cette situation de réforme agraire qui n'a jamais eu lieu au Brésil met continuellement des gens dans la marginalité. La législation agraire étant du ressort du fédéral, on se demande comment on peut améliorer la situation tant qu'il n'y a pas de décisions importantes du pouvoir central à ce propos. Nous espérons que Lula, devenant président du Brésil, pourra changer cette situation. Personnellement, j'en ai la conviction, parce qu'au mois de décembre dernier, je l'ai ren-

---

<sup>5</sup> Ndlr : Avec Gérard Olivier, nous avons visité deux implantations de paysans Sans-Terre situées sur le territoire de Japarutuba. Nous y avons rencontré les damnés de la terre. Des dizaines et des dizaines de familles, hommes, femmes, enfants, jeunes et vieux, y vivent dans des conditions infâmes qui crient vengeance au ciel. En Europe, nous ne donnerions pas l'eau du puits auquel ils boivent, aux bêtes. Et les propriétaires de l'usine désaffectée de canne à sucre leur font quotidiennement les pires misères, lâchant leurs troupeaux sur les terres cultivées des paysans Sans-Terre, coupant ce qui reste d'électricité, détruisant le puits d'eau, etc, etc, etc.

contré à Recife lors d'un congrès, et qu'il en a informé un petit cercle d'amis. S'il fait la réforme agraire, c'est un nouveau Brésil, avec un nouveau niveau de participation et de citoyenneté, qui verra le jour. Il ne suffira bien sûr pas de diviser les terres, encore faudra-t-il donner les moyens pour que la terre produise et soit rentable pour tous les propriétaires. Cette volonté affichée de vouloir réaliser la réforme agraire est pour nous une grande espérance.

La dynamique du mouvement "Sans-Terre" est la suivante : occuper la terre, résister et produire. Il n'y a pas "d'invasion" de la terre, la terre est "occupée" dans sa dimension sociale. La terre n'existe que si elle sert au développement de l'homme, au développement des communautés. On ne peut jamais dire que quelqu'un "envahit" une terre, il "l'occupe" afin de retirer de cette terre le moyen de vivre et d'être heureux. Malgré la répression, l'occupation se fait le plus pacifiquement possible. Occuper, résister à tous ceux qui tentent d'empêcher de conquérir la terre, et finalement produire pour vivre décemment, telle est la stratégie des Sans-Terre.

Il existe au Brésil une loi qui dit que la terre qui n'est pas productive est une terre qui ne correspond pas à sa fonction sociale, puisque la terre est faite pour produire. Quand le cas se présente, l'Institut de réforme agraire a la possibilité, en dédommageant le propriétaire, de désapproprier la terre pour la distribuer aux gens qui n'en ont pas. Ceci est une des plus belles lois du monde – nous en avons beaucoup ainsi au Brésil ! – mais dans la pratique, les grands propriétaires s'unissent et s'organisent militairement et juridiquement pour empêcher que ces lois soient appliquées.

*Quelque 400.000 familles de "Sans-Terre" occupent encore aujourd'hui illégalement les terrains de grandes exploitations. Elles réclament la redistribution agraire, et se heurtent quotidiennement à la brutalité et à l'intransigeance de grands propriétaires fonciers. Assassinats, corruptions, expropriations illégales : ces derniers utilisent tous les moyens pour conserver leurs pouvoirs et jusqu'à aujourd'hui, le conflit a toujours tourné en leur faveur. Les autorités des Etats brésiliens s'en font d'ailleurs bien souvent les alliés objectifs, en harcelant les partisans de la réforme agraire. Les procès intentés contre les grands propriétaires terriens tournent la plupart du temps à leur avantage. Cette situation est d'autant plus inconcevable que 153 millions d'hectares de terres cultivables sont aujourd'hui en friche. (Extraits du Guide du routard – Brésil 2002, Hachette, p. 61.)*

### **Un géant économique aux pieds d'argile**

Quand on circule dans cet immense "continent" qu'est le Brésil, on en arrive rapidement à la conclusion que ce pays est très riche. Il est d'ailleurs la huitième<sup>6</sup> puissance économique du monde. Un jour, le président de la république a dit : "Le Brésil va très bien mais les Brésiliens vont très mal" ! Cette phrase résume bien ce que l'on vit actuellement. Par exemple, nous sommes ici en région pétrolière. Chaque jour, la Pétrobras, qui est la compagnie qui exploite les puits de pétrole, commercialise pour environ 1 million de dollars, dans la région de Japaratuba, grâce à 1.200 puits de pétrole. On pourrait penser que ce million de dollars, fruit de l'exploitation de notre sous-sol qui fait partie de notre patrimoine, aurait des retombées avantageuses, mais lorsque l'on voit les choses d'un peu plus près, on constate que la Pétrobras est et vit dans un autre monde, monde fait de technologie avancée, monde totalement étranger aux réalités de notre

<sup>6</sup> Classement selon le Produit Intérieur Brut (PIB).



communauté. Aucune transformation du pétrole brut ne se fait dans notre région, de grands pétroliers viennent chercher cet or noir, et les retombées pour notre communauté locale ou régionale sont très maigres par rapport au million de dollars quotidien.

Le Brésil est un géant aux pieds d'argile qui peut vivre ces jours-ci une situation comparable à l'Argentine, pays qui voit des dizaines de milliers de personnes rentrer dans la grande majorité des démunis, de ceux qui vivent avec moins d'un dollar par jour, n'ayant plus accès au minimum nécessaire, à la santé et à l'éducation. C'est le grand drame de la globalisation, où l'on sait que les décisions pour le Brésil, pour l'Amérique latine, pour le monde entier, dépendent beaucoup du Fonds Monétaire International (FMI). La semaine dernière, pour pouvoir équilibrer sa dette intérieure, beaucoup plus importante que sa dette extérieure, le Brésil a dû contracter un nouvel emprunt international de 10 milliards de dollars. Cela représente des intérêts extrêmement pesants pour l'économie brésilienne, et accroît un peu plus encore sa situation de dépendance envers les Etats-Unis. Nous sommes dans une situation où la globalisation est en train de détruire tout ce qui a été conquis ces dernières années, et on sait que le seul remède à cette globalisation serait la solidarité.

Les Etats-Unis sont les gendarmes du monde, ce sont eux qui dictent les lois économiques, politiques, qui créent cette emprise néfaste et nocive sur l'économie. Si on n'a pas dans les mains le minimum nécessaire, si on n'a pas la possibilité de faire de l'économie quelque chose qui sert à la population, les droits de l'homme seront toujours bafoués, car l'avenir sera de continuer de payer des intérêts très chers à cause de la dette.

La globalisation exclut pratiquement deux tiers de l'humanité qui n'auront pas le droit de jouir des bénéfices de cette globalisation. L'on revient ainsi à un nouveau cycle de domination, dont on ne pourra se libérer que par la solidarité et par la lutte de ceux qui veulent légitimement participer au partage des richesses. Les Etats-Unis parlent beaucoup de globalisation, mais en même temps, ce sont eux qui mettent le plus de barrières douanières à l'entrée d'un certain nombre de produits. Le Brésil produit par exemple de l'acier à un prix compétitif, mais n'a pas l'autorisation de l'exporter aux Etats-Unis.

Sans vouloir être pessimiste, ni jouer au prophète de malheur, si nous poursuivons sur la logique économique telle que développée aujourd'hui, l'avenir d'une bonne partie de l'humanité sera un avenir d'exclusion sociale, et il faudra de nouveau retrouver la force de la lutte. Beaucoup d'acquis sociaux, chez nous mais aussi chez vous, disparaissent.

### **La condition des noirs**

Plus on est noir, plus on est malheureux. Nous sommes dans une réalité où le noir a été importé de force d'Afrique; cette domination du blanc sur le noir persiste. Les mariages entre races sont par exemple très difficiles. Du côté des noirs, les complexes restent également tenaces : leur rêve est d'acquérir des caractéristiques plus "blanches". Certaines expressions malheureuses dénotent bien ces inhibitions : "*Je suis noir mais j'ai une âme de blanc*", comme disent certains, est une pensée terrible, affreuse. Voilà certes de fortes, malheureuses et dangereuses traces du passé esclavagiste de notre pays.

Dans la région, une résistance intéressante a pu s'observer dans le passé. Les blancs ont imposé aux noirs importés de force leur culture et leur religion. Mais

ces noirs venus d'Afrique sont parvenus à tromper les blancs en introduisant des cultes africains comparables au vaudou. Des manifestations de cette culture et de cette foi africaine continuent ainsi aujourd'hui encore à s'exprimer, bien que les noirs aient été au long des siècles baptisés chrétiennement par la force. Il s'est donc créé ainsi un mélange harmonieux entre des croyances africaines et des valeurs chrétiennes.

Le syncrétisme brésilien, n'est pas qu'un syncrétisme de la foi et des croyances, c'est également un syncrétisme de la couleur des peaux et des valeurs culturelles telles qu'elles s'expriment par exemple par la musique et par le chant. Mais de grands pas restent à faire. Le noir brésilien est malheureusement encore considéré comme inférieur.

*Pendant plusieurs années le Brésil passait pour être une démocratie multiraciale. Cette vision est, en fait, complètement erronée. Le mythe d'une société brésilienne multiculturelle est aujourd'hui totalement remis en cause. Une culture du racisme est visible à tous les échelons de la société brésilienne. Plus une personne a la peau sombre, plus elle est susceptible d'être au niveau le plus bas de l'échelle socio-économique brésilienne. Elle vit dans un environnement particulièrement propice à la criminalité, et est souvent en proie aux violences policières et aux discriminations, tant de la part des administrations gouvernementales que des institutions privées. Les populations indiennes sont naturellement les premières à payer le prix de cette discrimination. (Extraits du Guide du routard – Brésil 2002, Hachette, p. 60.)*

Puisque nous sommes à l'époque de la coupe du monde du football, je pourrais citer le premier choc raciste que j'ai eu en arrivant par bateau au Brésil à Rio en 1965, et qui est toujours resté dans ma tête. J'ai passé deux ou trois nuits chez les rédemptoristes brésiliens à Rio de Janeiro. Un après-midi nous sommes allés voir un grand match de football, et je me souviens que le grand Pelé jouait dans une des deux équipes. Les pères qui étaient là me demandaient ce que je pensais de Pelé, le plus grand joueur de football du monde qui dominait le ballon comme personne ne l'avait jamais fait. Et essayant peut-être d'être flatteurs à mon égard, ces pères m'ajoutaient à l'oreille : "C'est vrai ce qu'ils disent, Pelé est vraiment le plus grand, mais c'est dommage qu'il soit noir" !

La ségrégation raciale existait même dans le football. A l'époque, une grande équipe de Recife ne permettait que la présence de joueurs blancs dans ses rangs. J'ai encore connu des jours de fête où il y avait d'un côté un bal pour les blancs, et de l'autre un bal pour les noirs. Beaucoup de filles noires m'ont confié qu'elles ne se mariaient pas à cause de ces problèmes raciaux. Beaucoup de blancs et de blanches n'épousaient pas leur copain ou leur copine parce qu'ils les considéraient comme étant un peu trop noir. La première année que j'étais ici, nous avons organisé une crèche vivante à l'occasion de la Noël. J'avais demandé à une jeune maman qui venait d'avoir eu un bébé si elle voulait venir à la messe de minuit, pour qu'on mette son enfant dans la crèche vivante, mais je n'avais pas remarqué qu'il était noir, et cela a fait un très gros problème dans la communauté : pour la première fois, il y avait un enfant noir dans la crèche !

Suite à un travail important, notamment auprès des jeunes, les choses ont heureusement commencé à changer ces dernières années. Les jeunes ont une autre vision de ce qui se passe.

Japaratus, les 24 et 25 juin 2002

Interview de

## **Marcel Renou**

Français ayant épousé une Brésilienne  
coopérant au Centre d'Action Communautaire (Cedac)  
à Rio de Janeiro

### **1. Histoire et objectifs du Centre d'Action Communautaire (Cedac) de Rio de Janeiro<sup>7</sup>**

Pouvez-vous nous retracer l'histoire du Cedac, du rôle qu'il a pu avoir dans la dynamique syndicale, politique et associative dans l'Etat de Rio, et nous décrire ses objectifs ?

#### ***De la formation syndicale et politique...***

Je n'étais pas là au début de cette histoire, puisqu'elle commence en 1979. Cette époque correspond encore au coup d'état militaire, ce sont toujours les militaires qui sont au pouvoir. Il y avait en ce moment au Brésil et en Europe, en particulier en Belgique et en France, des militants syndicaux, dont beaucoup étaient des chrétiens membres de l'action catholique ouvrière, anciens de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), qui arrivaient à rester en contact les uns avec les autres, et en contact avec les réfugiés à l'extérieur du Brésil, notamment par le canal de l'Eglise.

Le Cedac commençait alors à être une espèce de mouvement qui articulait ces gens-là, qui organisait des séminaires et des rencontres, à l'extérieur, en France et en Belgique, mais également au Brésil. Quand, dans les années '80, commence le retour des exilés, ces rencontres s'amplifient. Ce n'est pas encore la fin de la dictature et il faut rester prudent, mais l'Eglise est à la fois un chapeau et une couverture, ce sont des "pastorales" qui se réunissent : pastorale ouvrière, pastorale de la femme, etc. Les poursuites qui avaient eu lieu avant les années '80, depuis le coup d'état en 1964, avaient cessé. Il n'y avait plus le risque d'être mis en prison, d'être torturé, comme c'était le cas avant. Beaucoup des militants qui ont fondé le Cedac ont connu quelques mois, voire quelques années de prison, et parfois la torture.

*Pendant 20 ans, de 1964 à 1985, le pays sera sous la coupe des généraux qui se succèdent par cooptation et complots en comité restreint. La répression, impitoyable, va d'abord briser les mouvements paysans du Nordeste et les secteurs syndicaux radicaux. Le pays est ouvert sans restriction aux capitaux internationaux qui affluent, les industries multinationales prolifèrent. Deux partis politiques seulement sont autorisés. En 1968, face à la révolte étudiante et à la reprise d'une agitation sociale, le système se durcit, tandis que l'Eglise, modifiant son attitude, s'engage aux côtés de la résistance illégale. Suspension des garanties constitutionnelles, dissolution du parlement, pleins pouvoirs aux organes de*

<sup>7</sup> Marcel Renou et le Cedac ont été soutenus par la coopération de Belgique, d'abord la Coopération Amérique Latine (CAL) et ensuite par VOLENS (Volontaire pour l'enseignement).

*sécurité, tortures, disparitions, exécutions, escadrons de la mort, etc, établissent un régime de terreur. (Extraits du Guide du routard – Brésil 2002, Hachette, p. 69.)*

Au départ, le Cedac avait pour objectif de rassembler des syndicalistes pour lutter contre le syndicalisme d'Etat, qu'on appelait "vertical", qui correspondait au syndicalisme à la Mussolini en Italie, et que l'on voulait réaliser sur le même modèle ici au Brésil. On peut imaginer les piètres résultats de ce genre de syndicalisme. Il y avait une opposition syndicale qui s'organisait, et le Cedac a eu pour rôle de former les militants pour prendre le pouvoir dans ces syndicats. C'est tout un processus qui va durer quelques années et qui débouchera sur la création d'une centrale, la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) qui est actuellement le syndicat le plus fort et le plus représentatif. Le Cedac ne faisait donc que du travail syndical durant ses premières années, c'était son objectif.

Par la suite, le syndicalisme devient majeur et des centres comme le Cedac commencent à écouter d'autres appels, en particulier dans les quartiers populaires, pour aider les animateurs, les responsables, ceux qui participent à des associations de quartier. Une branche d'éducation populaire se crée ainsi au Cedac, avec les organisations populaires de quartier, avec pour objectif de soutenir et d'approfondir les revendications sociales : eau, électricité, égouts, écoles, transports, etc... Un nombre de revendications impressionnant. L'action se développe surtout dans les favelas de Rio et dans les grandes banlieues des métropoles tels que Sao Paulo, Porto Alegre, Recife, Belem, un peu Brasilia aussi. Se crée ainsi un mouvement populaire qui s'articule aux niveaux municipaux, des Etats, et même au niveau du Brésil où l'on voit naître des centrales de mouvements populaires.

A ce moment, les syndicats créant leurs propres écoles syndicales, l'action de formation syndicale du Cedac se rétrécit et s'ouvre à la vie de quartier, avec en toile de fond une formation politique, et l'analyse des conjonctures sociales de terrain. Ceci amène des gens à prendre option pour le Parti des Travailleurs (PT), créé un peu après la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), mais dans la même foulée. Là aussi, le Cedac a eu un rôle intéressant dans la création du parti.

A l'époque, un parti des travailleurs était né du charisme d'un leader du sud du Brésil, une très forte personnalité politique, mais un peu à l'image du caudillo en Espagne ou de Peron en Argentine. Les militants syndicalistes de la CUT adhéraient à ce parti mais avec des réserves, justement à cause de cette orientation populiste. La préférence était à la création d'un nouveau parti qui correspondait mieux aux aspirations des travailleurs et aux exigences démocratiques. En 1980-1990, il y a un souffle démocratique extraordinaire, et le PT devient le rassemblement des syndicalistes, des communautés et groupes de base, des déçus du socialisme à la caudillo, etc. C'est dans les communautés de base que les choses fermentent le plus. Dans tous les diocèses naissent des petites communautés autour d'une Eglise centrale, un clocher, mais dès qu'il a la possibilité de créer un autre lieu, plus petit, de rencontre et de discussion, il y a une communauté qui naît. Alors se créent de multiples communautés dans tout le Brésil, mouvement qui tiendra bon jusque 1985-1990, après quoi ce sera le déclin qui dure maintenant depuis ces dix dernières années.

Le concept de théologie de la libération n'était bien entendu pas étranger à l'émergence de ce foisonnement de communautés de base, même si la majorité des participants aux communautés de base n'ont jamais rien lu sur la théologie

de la libération, et que cette théorie n'était en fait connue que par les agents pastoraux, qui transmettaient sur le terrain cette conception du lien à établir entre les réalités de la vie, l'action et la foi. Beaucoup de biblistes ont aidé dans cette démarche, parce que le peuple est très proche de l'écriture, de la parole de Dieu, de la bible.

### ***... à la formation et au soutien du mouvement coopératif et de la vie associative***

Nos racines syndicales étaient profondément des racines pour la libération de l'oppression. Aujourd'hui, ce n'est pas parce que nous connaissons la démocratie formelle qu'il n'y a plus rien à faire ou que la justice sociale est arrivée. Au contraire, on découvre plus profondément peut-être les injustices aujourd'hui qu'à l'époque de la dictature.

A côté de son travail habituel de conscientisation, pour la libération de la femme par exemple, le Cedac travaille aujourd'hui aussi sur de la formation technique. C'est ainsi que nous aidons à la formation de groupes de production constitués en petites coopératives, composés quelquefois uniquement de femmes, parce qu'elles ont été abandonnées, seules avec leurs enfants, ou parce que le mari est au chômage ou gagne un très petit salaire. Ces femmes ressentent le besoin de se mettre ensemble pour produire et commercialiser des choses, afin d'améliorer le revenu familial. Mais ce n'est pas parce que l'on sait coudre que le produit sera bien présenté, qu'il y aura un marché pour le vendre, etc. Le Cedac s'occupe donc désormais aussi de la formation au marketing et à la commercialisation des produits fabriqués. Une coopérative spécifique a d'ailleurs été créée par le Cedac pour aider à la commercialisation des produits des autres coopératives que nous épaulons.

### ***De la clandestinité au partenariat avec les pouvoirs publics***

Le Cedac est né dans la clandestinité et a, c'est un de ses défauts, longtemps continué dans cette clandestinité. Il n'y a que quelques années que nous avons pris conscience de l'importance d'être connu et d'avoir une image vers l'extérieur. La clandestinité impliquait que les fonds vinssent de l'étranger, de la coopération internationale.

Aujourd'hui que notre choix est d'avoir une image en direction des pouvoirs publics, nous avons un programme de formation de conseillers municipaux pour l'emploi. Dans 90 municipalités de l'Etat de Rio, nous organisons la formation de ces conseillers municipaux qui sont constitués de délégués des travailleurs (souvent des syndicalistes), de délégués de l'administration municipale et de délégués du patronat. Ceci pose des problèmes, mais voilà quatre ans que nous avons entrepris ce travail et cela débouche sur de plus en plus de demandes des municipalités pour élaborer un programme d'action de lutte contre le chômage et d'implantation de petites industries et d'activités artisanales et commerciales.

Pour l'avenir on peut imaginer de mettre sur pied de pareilles commissions sur d'autres questions : la santé, l'enfance et l'adolescence, etc, qui officiellement sur papier, sont censées exister mais qui n'existent pas dans beaucoup d'endroits. Les mouvements syndicaux, populaires, et les partis politiques de gauche, ont pris au sérieux ces structures légales de participation. C'est sûr que nous avons encore besoin de l'argent de la solidarité internationale, mais il est également certain que les pouvoirs publics locaux et les Etats doivent davantage participer

financièrement à ces initiatives de démocratie citoyenne. Nous nous battons en tout cas pour cela.

Pour nous, la collaboration avec les partenaires internationaux n'est pas seulement un partenariat financier de financement de projets, mais c'est également un partenariat d'échanges : visites de Brésiliens en Europe, accueil d'Européens, échange d'expériences, etc.

### ***La formation d'éducateurs pour l'alphabétisation d'adultes***

La formation d'éducateurs pour l'alphabétisation d'adultes est presque une tradition au Cedac. On exagère peut-être quand on dit qu'il y a près de 40 % d'adultes qui sont analphabètes au Brésil, mais on ne doit pas être très loin de la réalité, dans le sens où même si on a fait quelques années d'école, cela ne signifie pas qu'on lit facilement. Ici, c'est la télévision qui informe. Or, il faut voir ce que les chaînes nous passent ! Peu de réflexion, beaucoup de flashes sur les événements qui touchent l'imagination, la sensibilité. La formation à la lecture et à l'écriture est quelque chose de très important. Il y a d'ailleurs une demande, pas seulement de jeunes qui ont fait peu d'école et qui ont besoin d'une formation complémentaire pour leur travail, mais aussi d'anciens, parfois des personnes de 60 ou de 70 ans qui sont motivées, ne fut-ce que pour savoir lire la bible, ou le nom de leur quartier, ou les indications des transports en commun, ou pour pouvoir signer eux-mêmes leurs papiers au lieu de mettre le pouce plein d'encre, etc. C'est une vraie promotion humaine que d'apprendre à lire et à écrire.

Des groupes sont ainsi constitués par les communautés, les municipalités, par les associations de quartier, et notre rôle est de former des éducateurs, qui sont très souvent des jeunes ou des adultes du quartier qui travaillent le plus souvent bénévolement. Dans les favelas, c'est un peu plus difficile. Pour survivre, il faut quand même un peu d'argent. On cherche alors des fonds à la municipalité et nous essayons d'obtenir qu'elle paie un salaire minimum à ces éducateurs.

Le Cedac travaille dans tout l'Etat de Rio, soit environ une centaine de localités avec une population probable d'environ 15 millions d'habitants.

## 2. Les favelas

---

Puisque le Cedac y travaille, parlez-nous un peu des favelas, ces bidonvilles que l'on voit sur presque toutes les collines de Rio de Janeiro, mais aussi dans toutes les grandes villes du Brésil.

### **2 millions d'habitants vivent dans les favelas de Rio de Janeiro**

Oui, nous sommes présents dans les favelas, pour le travail d'alphabétisation dont on vient de parler mais aussi via la formation d'éducateurs de crèche. La population des favelas est cantonnée sur de petits espaces avec beaucoup d'habitants et très peu d'espace pour les loisirs et la culture. Le Cedac s'est donc donné parmi ses missions d'ouvrir les gens des favelas, adultes, jeunes et enfants, à autre chose que de vivre les uns sur les autres et de regarder la télévision. Le Cedac et beaucoup d'autres associations, ainsi que parfois la municipalité, ont pour objectif de créer des espaces de loisirs et de culture. Ceci est aussi une tentative de réponse au trafic de drogue qui a tendance à prendre le pouvoir dans les favelas.

Le trafic de drogue dans les favelas emploie de plus en plus de jeunes et d'enfants, qui gagnent ainsi souvent plus que leurs parents. Un garçon qui fait les papillotes de cocaïne et qui va les distribuer, gagnera 100 reais par semaine, alors que son père gagnera 200, 250 ou 300 reais par mois.

On dénombre 800 favelas à Rio<sup>8</sup>, soit 2 millions d'habitants sur les 8 millions de la ville ! Beaucoup sont chômeurs. Les hommes qui travaillent sont gardiens d'immeubles, gardés jour et nuit pour les classes moyennes et supérieures, les femmes font les ménages dans ces familles. La majorité est noire. Les noirs sont la majorité dans les favelas et dans les prisons ! Si un vol est commis quelque part, on cherche le noir. Il y a ainsi énormément d'injustices, car une fois en prison, qui défendra le noir qui n'a pas d'argent pour se payer un avocat ? Il y a bien la défense publique, mais celle-ci est tellement débordée que l'on n'arrête pas de découvrir des cas de jeunes qui ont été emprisonnés alors qu'ils n'ont absolument rien fait. Il leur arrive donc de croupir là durant des mois et des mois, avant que la famille ne réussisse à trouver l'appui qui puisse les faire sortir.

Les conditions d'habitation dans les favelas sont généralement des plus précaires : manque de réseaux d'égouts, égouts à ciel ouvert, anarchie des constructions entassées les unes sur les autres, inexistence de ramassage des déchets...

Les réseaux mafieux sont extrêmement bien organisés dans les favelas, parfois soutenus par des personnalités, même des gens qui sont au pouvoir, dans la police, dans la politique, qui soutiennent verbalement et qui profitent des gains que rapportent les trafics de drogue et d'armes. Trafic de drogue signifie bandes armées qui dévalisent, qui créent un climat de violence extrême, mais cela veut aussi dire police corrompue qui fait chanter les trafiquants afin de recevoir sa part de la drogue, et qui s'affronte avec les trafiquants, dans des combats armés, quand ils ne sont pas suffisamment arrosés financièrement. Il y a donc pratiquement tous les jours des conflits armés dans l'une ou l'autre des 800 favelas. A Rio et à Sao Paulo on parle de guerre urbaine, et il ne s'agit pas de mensonge.

---

<sup>8</sup> Rio de Janeiro, 8 millions d'habitants, agglomération 12 millions.

Ces conflits entre bandes ou entre bandes et police, font bien plus de morts qu'entre Palestiniens et Israéliens...

*La croissance des favelas est à la mesure de la crise sociale : en 1964, 1 habitant sur 14, dans l'Etat de Rio, vivait en favela; aujourd'hui, c'est 1 sur 3 ou 4 qui connaît cette condition. Au début des années 1980, les autorités de Rio tentèrent à plusieurs reprises de les rejeter vers les lointaines périphéries, mais elles se heurtèrent à la résistance farouche des habitants. Soutenues par l'Eglise progressiste, des associations d'habitants se formèrent, exigeant une politique d'équipement, de citoyenneté et de prise en charge par les pouvoirs publics. Un extraordinaire réseau d'organisation de solidarité populaire se mit ainsi à encadrer la vie communautaire des favelas de Rio. A partir de 1990, l'administration opta pour la reconnaissance de ces associations et pour un programme d'urbanisation des favelas. Politique bien intentionnée, mais qui reste à la surface des choses, tandis que l'aggravation de la crise sociale renforçaient les barrières sociales. La consommation de cocaïne dans les classes aisées ayant connu un boom spectaculaire dans les 15 dernières années, ce furent des bandes de jeunes délinquants qui en assurèrent le commerce de détail à partir des favelas. Peu à peu, le trafic devint l'activité la plus valorisante pour une jeunesse exclue de la société hédoniste, tandis que les bénéfices qu'il assurait leur conféraient prestige et autorité. On vit même des chefs de bande, dont la moyenne d'âge n'excédait pas 23 ans, offrir ainsi des équipements sportifs ou sociaux à leur communauté. Dans ce monde où l'Etat de droit s'arrête, c'est l'arbitraire de la police, militaire ou civile, détentricrice du monopole sur le trafic en gros de la cocaïne et sur le trafic d'armes, qui fait office de loi. La population est prise en otage entre les bandes policières, qui se livrent à des incursions et à des massacres aveugles d'une sauvagerie inouïe lorsque ses profits dans le trafic sont menacés, et les "bandits" qui, sous une telle pression, accroissent leur pouvoir et leur armement. Ces guerres causent quelques milliers de morts par an dans les favelas de Rio. (Extraits du Guide du routard – Brésil 2002, Hachette, p. 64.)*

#### Dimanche 7 juillet 2002. Notes griffonnées à Sao Carlos

- Dîner dans la favela de Sao Carlos (30.000 habitants), perchée, comme toutes les favelas, sur une colline. Favela de ruelles exigües, pentues, extrêmement étroites. Maisons de misère et de crasse. Dîner chez une amie qui pend la crémaillère de sa nouvelle maison. Elle reste dans la favela, volontairement. Dîner sur la terrasse sur le toit de la maison, avec la famille de Marcel, quelques Brésiliens, surtout noirs, un couple de Français (Marie-Françoise et Didier, vrais blancs de blancs) dont le mari dirige une succursale de multinationale depuis 7 ans, ici à Rio. Marie-Françoise aide bénévolement des militants du Cedac qui travaillent dans la favela. Sur le toit des maisons voisines, de jeunes hommes jouent avec des cerfs-volants. Des égouts à ciel ouvert coulent le long de la falaise. Des gens vivent dans la rue. L'installation électrique, c'est le bordel, on se demande comment les fils tiennent et s'ils servent vraiment tous.
- Marcel explique que les favelas sont dirigées par des bandes de truands, trafiquants de drogue.
- Il est très difficile de rester honnêtes quand on vit dans une favela, la collaboration avec les truands est quelque chose de tellement tentant.
- La semaine dernière, une bande de narcotrafiquants est allée tirer à la mitrailleuse en ville, pour manifester sa force. On a retrouvé 150 impacts de balles de mitrailleurs sur les immeubles.
- Marcel dit encore que même en prison, les caïds continuent à diriger leurs bandes, que les prisons sont parfois de véritables Q.G. pour eux.



- Les habitants des favelas sont terrorisés par la violence qui peut y régner, car ils en sont souvent les premières victimes.
- Ni Marcel, ni Marie-Françoise, n'oseraient entrer seul dans une favela, même s'ils la connaissent, sans en avoir obtenu préalablement l'accord téléphonique d'un habitant. Il arrive que les rues des favelas sont désertes, car un mauvais coup ou un règlement de compte s'y prépare.
- Pour annoncer un règlement de compte, les trafiquants déposent parfois la nuit de vieux pneus de voiture sur une placette, cela signifie qu'ils vont tuer autant de personnes qu'il y a de pneus, et qu'ils les brûleront ensuite dans les pneus. Ce jour-là, toute la favela tremble et reste emmurée. Un journaliste qui avait réalisé une émission dans les favelas avec une caméra cachée a été sauvagement déshabillé. On n'a retrouvé que ses membres.

#### Lundi 8 juillet 2002. Notes griffonnées à Mangueira

- La municipalité fait des choses dans cette favela habitée par 45 à 50.000 personnes, mais beaucoup d'argent est "coulé" par des sous-traitants véreux.
- Beaucoup sont chômeurs. Majorité de noirs.
- Les maisons n'ont souvent qu'une pièce, sur la laquelle on construit par la suite une seconde pièce, puis parfois encore une troisième, toujours au-dessus.
- On me déconseille formellement de prendre des photos ou même de sortir mon appareil : les truands pourraient croire que je viens repérer les lieux pour la police, et je pourrai me faire descendre. On nous déconseille de marcher par groupe de quatre : deux groupes de deux c'est plus discret. On a intérêt à se faire tout petit...
- Des égouts sont bouchés.
- Les minuscules venelles sont trop étroites pour que des voitures puissent y passer. Deux hommes s'y croisent déjà parfois difficilement.
- La préfecture fait un effort pour la formation à l'informatique pour des volontaires de la favelas.
- A l'entrée de la favela, des vendeurs de cocaïne vendent ostensiblement de la drogue en criant les prix à haute voix : 3 à 10 reais le petit sachet, selon la qualité. Les pauvres viennent acheter. Les riches se font livrer à domicile.
- La drogue, c'est un réseau : il y a un grand chef, et puis des petits. La police est de connivence. Il y a aussi un peu de trafic d'armes.
- Il vient d'y avoir une bagarre avec la police. La police est désormais présente, mais elle ne fait rien. Chaque semaine, elle touche sa part.
- Autrefois, le trafiquant avait un rôle ambigu mais on le connaissait, il aidait son peuple tout en trafiquant. Depuis, il y a une tendance à la "globalisation" de la vente, et les gens ne savent plus qui est qui. Par la globalisation, les trafiquants visent à obtenir la maîtrise de plusieurs favelas. Les chefs se font la guerre.
- Les trafiquants font leur justice. Par exemple : on ne se vole pas entre soi, on ne se dénonce pas, on ne bat pas sa femme, on ne viole pas.
- Des petites sœurs de Foucauld vivent ici depuis 38 ans, dans une toute petite maison de trois ou quatre minuscules pièces. Edifiant. La situation est douloureuse pour elles : elles nous racontent, à nous les nantis, ce que des gens qu'elles aiment font de "mal", alors qu'il s'agit d'un peuple victime, d'un peuple d'exclus. Elles ne dénoncent pas, elles ne condamnent pas, ne font pas de prosélytisme, ne font ni les infirmières, ni les enseignantes, ni les assistantes sociales, elles vivent avec les exclus, offrant leur présence et leur amitié, voilà tout. On en a la chique coupée. Petites sœurs courage.
- Les noirs des favelas sont doués pour la danse, ici il y a une des meilleures écoles de samba de Rio (très beau et grand complexe au bas de la favela),

c'est une richesse culturelle, c'est leur art à eux. C'est le délire absolu quand ils gagnent au carnaval. Alors, toute la favela descend fêter cela !

- Les noirs sont parmi les plus pauvres. C'est un pays beaucoup moins multi-culturel qu'on ne le dit.
- Les Indiens, beaucoup moins nombreux, défendent mieux leur cause.
- Priorité devrait être donnée à l'école et à la santé.
- L'association de quartier est entre les mains des trafiquants.
- Les syndicats, la théologie de la libération, tout cela a bien régressé aujourd'hui.
- Certains enfants vont à l'école dans la favela, mais les instituteurs sont très mal payés et l'école fonctionne mal. Il n'y a qu'une seule école primaire dans la favela.
- Les filles commencent à mettre au monde vers 13, 14 ans. Il n'y a pas de papa. Les situations familiales sont très décousues et instables. C'est souvent la maman qui reste avec les enfants. Les enfants naissent de plusieurs pères. Il n'y a guère de mariages officiels dans les favelas. La pilule est distribuée par le petit poste de santé de la favela.
- Dans le bas, près de la petite chapelle, la maison du curé est vide. Dans la favela, une maison ne reste jamais longtemps vide. Elle va vite se faire squatter.
- Une des religieuses nous remet à la bouche de métro. C'est plus sûr. Adieu petite sœur courage, toi dont on m'a dit être issue de la classe sociale aisée. Nous ne nous reverrons sans doute jamais. Tu t'en retournes chez tes désespérés, moi dans le monde des blasés du bonheur, ceux chez qui une pierre prend parfois la place du cœur.

### 3. Une société d'extrême violence

---

Pays classé parmi les plus injustes de la planète, les inégalités criantes qui en découlent créent une violence à la démesure inégalitaire du système brésilien. Parlez-nous un peu de cette insécurité et de cette violence que l'on ressent continuellement dans les grandes villes du pays.

#### Oui, nous vivons toujours des situations de western

J'ai moins peur aujourd'hui parce que je ne lis plus les journaux qui font peur... ! Beaucoup de journaux font malheureusement leur beurre en ne parlant quasi plus que de violence. Bien sûr, il n'y a pas un journal télévisé qui n'a pas son moment de violence quotidienne; la partie policière est obligatoire.

Par ailleurs, c'est sûr que plus on va dans les quartiers chics, plus les gens forment des condomínios, qui sont des ensembles de propriétés et de maisons, complètement fermés, avec portails, gardes armés, chiens et surveillance électronique. Les gardes sont souvent, soit dit en passant, des policiers qui font une double journée parce qu'ils sont très mal payés. Le port d'arme, officiel ou non, est quelque chose de très répandu dans tout le pays, les gardiens de toutes espèces sont innombrables, les attaques contre les personnes et les biens privés aussi. La consigne lors de ces attaques est de ne jamais résister, surtout si c'est un jeune ou un enfant qui tient le revolver : ils tirent plus facilement, parce qu'ils ont peur ou parce qu'ils sont drogués. Pratiquement, tout le monde a son histoire d'attaque dont il a été une ou plusieurs fois victime. Didier et Marie-Françoise, par exemple, viennent de se faire braquer pour la troisième fois dans leur voiture, dans la file au feu rouge, alors qu'ils revenaient du cinéma, le revolver sous le nez. Si on y ajoute le cambriolage de l'appartement, cela leur fait quatre agressions en sept ans.

La réponse qui fut donnée jusqu'ici est la répression. La ville de Rio a connu, vers le milieu des années '90, l'occupation de toutes les favelas par l'armée : on ne pouvait ni entrer ni sortir de la favela sans être identifié. Cela a duré quelques mois avec, comme à la guerre, des sacs de sable, des tanks et des mitrailleuses à l'entrée de la favela. Le gouvernement fédéral pensait que c'était là la solution pour limiter la violence. On s'est aperçu aujourd'hui que cela n'a donné aucun résultat. Les plus grands chefs du trafic de drogue sont en prison, et depuis déjà des années, mais ils ont fait des prisons, et des prisons de haute sécurité, leurs quartiers généraux d'où ils commandent des actions à leurs troupes qui sont à l'extérieur dans les favelas. Ces troupes s'entretuent par commandos interposés à cause de la guerre que se livrent les chefs pour se "piquer" leurs points de vente respectifs. Tout cela s'organise à partir des prisons.

*En 1994, mouvements civiques, écolos, Eglise progressiste, associations communautaires, tentèrent de défendre un projet de désarmement des favelas et de réorganisation globale des polices. Le nouveau gouverneur préféra céder aux campagnes de TV-Globo et, début 95, faire appel à une intervention armée qui dura cinq mois, mobilisant 70.000 hommes des trois forces. (Extraits du Guide du routard – Brésil 2002, Hachette, p. 64.)*

La justice est également complice. Les trafiquants donnent de l'argent pour acheter les avocats et les juges. On dit que si les policiers étaient mieux payés, ils seraient sans doute moins corrompus. Il y a sans doute quelque chose de vrai là-

dessous, mais ... ? Il faut cependant reconnaître que chez nous les policiers font un métier très, très dangereux, qu'ils risquent leur peau quand ils vont dans la favela, qu'ils n'osent pas rentrer chez eux en autobus avec leur uniforme, parce que c'est trop dangereux, etc, etc. Cela crée une mentalité de western : le maire est un shérif qui a gagné les élections parce qu'il s'est montré le plus fort, il a fait sa campagne avec des gardes du corps armés jusqu'aux dents, et finit parfois par se faire assassiner par ses ennemis qui veulent sa place...

### **Le seul moyen d'en sortir sans doute : le développement de la participation et de la démocratie**

On a quelquefois l'impression de vivre à une autre époque que l'histoire a connue dans d'autres pays. Mais je me dis que ces pays sont parvenus à s'en sortir à force d'organisation des mouvements, de pressions de la population, et puis aussi grâce au développement de la conscience citoyenne qui existe encore peu chez nous au Brésil. Le peuple doit donc apprendre à avoir conscience qu'ensemble on peut créer une communauté de paix où l'on consomme des biens matériels raisonnablement et qui rendent la vie plus facile, où on peut faire des fêtes, où il y a de la culture, où il y a de la musique. Cette conscience-là, on a l'impression qu'elle est seulement en train de naître. Ce pays n'a que cinq cents ans d'existence, avec une très courte histoire de démocratie, sans réelle culture démocratique comme en Europe. Les grands propriétaires terriens ne s'intéressaient qu'à la défense de leurs privilèges, et cela existe encore actuellement. S'il existe aujourd'hui un grand mouvement des Sans-Terre, cela répond à une énorme injustice : des propriétaires peu nombreux qui détiennent une grande partie des terres du Brésil, vivant à côté de millions et de millions de petits cultivateurs qui n'ont pas un bout de terrain pour planter leur riz.

*Près de 6.000 tués par homicide chaque année à Rio, 7.500 à Sao Paulo. "Morros" tenus par des bandes de gamins équipés d'armes de guerre plus grosses qu'eux. Enfants exterminés dans les rues de Rio, Sao Paulo, Salvador ou Recife. Images de violence faisant le tour des télévisions du monde... Alors, le Brésil est-il violent ? Oui, mais le terme global recouvre des réalités très différentes, et cette violence spectaculaire et sanglante concerne très peu l'univers du voyageur et du touriste. 77 % des crimes proviennent des conflits entre une police sauvage et corrompue et une jeunesse pauvre et désespérée, et ils ont lieu dans les quartiers misérables des périphéries. 9 % sont des crimes interpersonnels (jalousie, querelle, rivalité), 10 % ont pour cibles de riches objectifs définis par des truands professionnels (rapt, attaques de villas, meurtres de PDG...). Restent 4 % qui concernent la rue, l'attaque qui tourne mal, la belle perdue, etc. Parmi ces 4 %, les touristes étrangers sont des cas exceptionnels. (Extraits du Guide du routard – Brésil 2002, Hachette, p. 55.)*

## **4. Les perspectives politiques, économiques et sociales**

---

Puisqu'on parle de démocratie, parlez-nous un peu des prochaines élections qui auront lieu en octobre 2002 : présidentielles, législatives pour les députés d'Etats et les députés fédéraux et pour une partie du sénat (les municipalités ayant connu des élections l'année dernière).

Voudriez-vous nous dire aussi comment vous voyez l'avenir du Brésil ?

### ***Comment je vois les futures élections***

Le président Cardoso ne peut pas se représenter car il a déjà fait deux mandats.

Il est difficile de juger l'action de Fernando Cardoso. Ses intentions de départ pour que la démocratie grandisse et que les injustices sociales diminuent, pour qu'il y ait plus de paix et moins de violence, étaient je crois, un discours sincère. Cardoso est un homme de gauche qui s'est beaucoup opposé à la dictature militaire, mais il a fait alliance avec un grand parti de droite, alors que son propre parti était relativement nouveau, pas très puissant ni très structuré. Je crois que ce parti de droite lui a lié les pieds et les mains.

Pour les futures élections, il y a eu explosion de cette alliance, cela peut apporter du nouveau, il y a une restructuration des alliances politiques en ce moment, une redistribution des cartes.

Mon point de vue personnel pour les futures élections est le suivant. Je viens de beaucoup parler du syndicalisme, du retour à la démocratie, du mouvement populaire qui fait pression, du mouvement des Sans-Terre, etc. Tout cela trouve un appui et un prolongement politique dans le Parti des Travailleurs (PT). Cependant, le PT seul ne gagnera pas les élections, et actuellement il fait des alliances avec d'autres partis qui n'ont rien à voir avec l'image et les objectifs du Parti des Travailleurs. C'est un peu inquiétant. Les premières estimations donnent le PT en tête, donc l'élection de Lula, important leader syndical, comme président de la république, mais on voit que les partis de droite commencent à bien s'articuler entre eux et qu'ils ont beaucoup d'argent. On a déjà vu ce film-là d'autres fois : une gauche bien placée au départ qui se fait avoir au poteau. J'ai peur que cela n'arrive une nouvelle fois.

### ***Nous sommes prisonniers de l'intérieur et de l'extérieur***

Lula a déjà été battu trois fois, j'espère que cette quatrième sera la bonne, même s'il est vrai que Lula se fait critiquer par des militants de gauche, à cause des alliances qu'il passe avec certaines forces de droite. Parmi ces forces, il y a notamment les Evangélistes qui ont des députés qui sont pasteurs, et qui ont été élus par leurs communautés religieuses. Ces députés-pasteurs forment un groupe important au parlement. Certains de ces pasteurs ont fait de la religion un commerce. Cette alliance du Parti des Travailleurs avec ces pasteurs de l'Eglise du Règne Universel de Dieu, qui est sans aucun doute un commerce, créera bien entendu de sérieux problèmes.

Mais les handicaps de Lula ne sont pas qu'internes, ils sont aussi externes. Le Brésil reste en effet toujours un peu une colonie de son grand frère du Nord, les

Etats-Unis d'Amérique. A cause de sa dette énorme, le Brésil connaît une situation de dépendance non seulement vis-à-vis de l'Amérique mais aussi vis-à-vis des grands groupes financiers, des grandes banques internationales. De cette énorme dette, nous ne payons pour l'instant qu'un petit peu les intérêts, mais ce sont chaque mois des millions et des millions de dollars qui sortent des caisses du Brésil, et cela continue, les financiers continuent de sucer. Nous sommes paradoxalement une grande puissance super endettée : dette interne, dette externe, menace de l'inflation... nous sommes en fait une économie dépendante et fragile.

Quand on prend l'exemple de notre ami directeur d'une entreprise appartenant à un groupe multinational, il m'a un jour dit que les produits fabriqués à Rio et qu'il vend dans le monde entier, permettent aux entreprises déficitaires du groupe, installés dans d'autres parties du monde, de survivre ! Ici au Brésil, ils font des affaires en or, grâce aux très bas salaires. La plupart des travailleurs gagnent à peine de 80 à 400 dollars par mois. Ma femme, professeur d'université et moi-même, coopérant, qui travaillons à deux largement à plein temps, nous gagnons ensemble dans les 2.400 dollars par mois. Avec une famille de deux enfants, nous dépensons pratiquement tout : il faut payer l'école, il faut payer la santé, etc... et nous avons la chance d'être propriétaire de notre maison. La vie est très chère ici : les gens vivent chichement, pauvrement. S'il y a malgré tout encore de nouvelles voitures dans les rues, c'est que les plans de financement pour ces achats vont jusqu'à trois ou quatre ans.

*Un exemple : pour se libérer de sa dépendance énergétique en pétrole, le Brésil, dans les années 1970 et 1980, est parvenu à mettre au point et à maîtriser industriellement l'utilisation de l'éthanol de la canne et à en développer tout le cycle technologique. En 1990-1992, la plupart des voitures et véhicules industriels sortis des chaînes brésiliennes fonctionnaient à l'alcool sans perte d'efficacité, permettant le développement d'une alternative énergétique non polluante, recyclable, et offrant des débouchés intéressants à de nombreux pays du Sud. Depuis la renégociation de la dette, en 1993, ce vaste secteur soutenu par l'Etat s'est pratiquement arrêté. C'est la contrepartie payée aux grandes compagnies pétrolières internationales pour le rééchelonnement de la dette brésilienne. (Extraits du Guide du routard – Brésil 2002, Hachette, p. 62.)*

### **Le Brésil a un avenir et j'y crois**

Voilà vingt-cinq ans que je suis au Brésil, j'y suis arrivé quand j'avais 37 ans, j'y ai fondé une famille, sans doute mourrai-je ici. Connaissant de l'intérieur, et l'état de richesse de l'Europe, et l'état de précarité du Brésil, je puis dire que je vis ici dans un des pays du monde qui connaît le plus d'inégalités sociales. Si on ne travaille pas cette question, la diminution des inégalités, on continuera la misère, la maladie, la pauvreté, la violence. Il faut absolument remédier à ce mal des quelques riches ou immensément riches qui vivent à côté des innombrables légions de pauvres, d'exclus, de non-citoyens.

Le retour à la démocratie, même si elle est peu participative encore, a quand même permis qu'un nouveau climat s'installe depuis quelques années en faveur de la citoyenneté pour tous et d'une citoyenneté vécue. Pas seulement une citoyenneté de détenteur d'une carte d'identité ou de vote, mais une citoyenneté qui s'exprime dans la vie de son quartier, dans son entreprise, dans la possibilité de créer ce que l'on a envie de créer. Le Brésilien est tellement créatif, que nous ne sommes pas condamnés à ce que tout devienne pire, au contraire. Il y a la

possibilité que les choses s'améliorent, sûrement pas vite ni seuls, mais cela se fera. S'il n'y a pas une solidarité internationale qui se construit contre les inégalités au niveau de la planète, on restera pendant longtemps encore dans le groupe qui est à la fin de la file, bien que le pays soit immensément riche. Cette richesse, on l'aperçoit quand on voyage un peu : les propriétaires terriens possèdent des troupeaux immenses qui leur rapportent beaucoup et qui ne leur coûtent presque rien. Ces propriétaires sont également actionnaires de grandes industries liées aux multinationales.

Que cela change par le haut, le haut de la pyramide, me paraît assez difficile. Complètement par le bas, c'est compliqué aussi, parce que les gens luttent pour la survie et qu'ils n'ont pas de temps, ni surtout la force, ou pour la plupart, de préparation pour organiser la lutte. Mais il y a quand même une grande marge, importante, de gens de plus en plus conscients, qui sont capables de faire bouger, de faire que la situation s'améliore et qu'elle s'améliore pour tous.

C'est le rêve, c'est l'utopie, mais j'ai confiance. Ce qui m'a toujours impressionné depuis que je suis au Brésil, c'est de voir des jeunes qui ont très peu étudié durant leur enfance, parce qu'il fallait que très tôt ils travaillent pour aider la famille, quand ils le peuvent, à la fin de la journée de travail, ils suivent des cours pour terminer au moins leur secondaire. Je pense à Marcia, Marcia dormait lors de certains cours qu'elle suivait après sa journée de travail, mais elle est allée jusqu'au bout, elle a fait ses trois ans, tous les soirs. Et cela n'est pas un cas isolé, ce sont de très nombreux jeunes qui font cela.

L'enseignement mérite la priorité dans l'action politique, car quand les écoles tombent en ruine, avec des professeurs en grève parce qu'ils ne reçoivent pas leur salaire, sans matériel, les choses sont très difficiles. Dans certaines régions, pour avoir des enfants à l'école, les maires sont obligés de payer un salaire aux parents. C'est de cette façon que les enfants vont à l'école, sans cela les parents auraient besoin de leurs enfants pour casser des cailloux, faire le charbon de bois, couper la canne à sucre... Etonnante pour un esprit européen, cette politique suivie par certains maires est intéressante : si on ne peut pas convaincre les gens par la conscience qu'il faut étudier, pour des familles qui n'ont pas de revenus, payer un peu la famille quand l'enfant va à l'école, fait profiter l'enfant du savoir et la famille de quelques revenus.

On a peu parlé de l'Eglise. C'est pour moi une angoisse, parce que comme ex-prêtre, je me sens toujours, entre guillemets, "dans la mission", au sens laïc, pas forcément au sens religieux pour prêcher la bonne parole. Militer, l'Eglise m'a appris cela, mais j'ai quelquefois l'impression qu'aujourd'hui elle chante la louange de Dieu mais qu'elle n'a plus les pieds sur la terre. Cela est assez décevant quand on a vécu une très forte période d'engagement dans les communautés ecclésiales de base, alors qu'aujourd'hui la grande place est faite aux charismatiques. Je ne nie pas qu'il soit important de prier, de chanter, de louer Dieu. Cela peut changer les cœurs et cela n'est pas inutile, mais je n'en constate pas toujours les conséquences pratiques dans la vie sociale. Cela peut changer l'ambiance d'une famille, mais il y a d'autres niveaux : on vit une vie sociale. L'Eglise a eu ici au Brésil un rôle très fort qui a aujourd'hui beaucoup diminué. Bon, cela peut reprendre aussi, si l'Esprit Saint existe. Pourquoi pas ? On peut toujours espérer.

On est toujours content de rencontrer des amis qui viennent et qui nous réapprennent à regarder, parce qu'au bout d'un certain nombre d'années, on ne fait plus attention à un tas de petites choses. Et puis, vous nous rappelez que ce

n'est pas évident, qu'il y a des choses nouvelles, que ce n'est pas partout comme ça.

Et puis, merci pour ces journées d'amitié passées ensemble.

*Plus qu'un pays en Amérique du Sud, le Brésil est un continent dans le continent : 8.511.965 km<sup>2</sup>, 286 fois la Belgique, plus de 16 fois la France ! "Terre de contraste" a dit l'anthropologue Roger Bastide, dans une formule qui fit succès : matérialisme brutal contre mysticisme halluciné, splendeur fastueuse du carnaval contre misère quotidienne, délicatesse du baroque colonial contre délires futuristes de Brasilia, ardente ferveur chrétienne et transes de possession des dieux d'Afrique, fortunes colossales contre sous-alimentation endémique... De l'Amazonie infinie aux colossales chutes d'Iguaçu, du quadrilatère de la sécheresse au continent marécageux du Pantanal, ici la nature atteint les extrêmes de la démesure, et la démesure est peut-être la clé du Brésil. Une civilisation qui se construit, se défait, renaît avec des craquements, des explosions et une vitalité incroyable. Alors, venez au Brésil... surtout pour ébranler vos certitudes. (Extraits du Guide du routard – Brésil 2002, Hachette, p. 40.)*

Rio de Janeiro, le 11 juillet 2002



## ***Par amitié pour Ilka et pour ses compatriotes***

---

Ilka Meireles (prononcer "Youka"), femme brésilienne membre des classes sociales supérieures, juriste intelligente et clairvoyante sur la situation socioéconomique de son pays, nous a fort amicalement reçus et guidés durant trois jours inoubliables à Recife.

Bien qu'admiratrice de l'œuvre de Dom Helder Camara qui ne cessait de dénoncer les injustices du Brésil, Ilka Mereiles regrettait cependant qu'Helder Camara ait, par ses légitimes dénonciations, terni l'image de son pays. Blanche aux yeux verts, descendante d'une grand-mère noire, la juriste idolâtre Recife - la seule ville où elle se sent bien, dit-elle malicieusement -, adore danser le frevo, la musique typique de Recife, et aime profondément sa patrie.

Au cours des nombreux échanges, francs et amicaux, que nous avons eu avec elle, je n'ai cessé de lui dire que le juste qui se lève pour dénoncer les injustices de son pays, ne le trahit pas, mais au contraire le grandit. Qu'un pays puisse engendrer des justes intelligents qui, courageusement à travers vents et marées, réclament justice et dignité pour tous, fait partie de la grandeur de ce pays.

Les pages qui précèdent ne sont pas une dénonciation du Brésil – nous avons été conquis par le Brésil, oui, conquis ! - elles en dénoncent simplement les terribles dysfonctionnements.

Que le président sortant de la République fédérative du Brésil, Fernando Henrique Cardoso, ait lui-même inspiré le titre de ce fascicule, "*Le Brésil n'est pourtant pas un pays sous-développé mais un pays injuste*", est tout à l'honneur de celui qui a prononcé cette phrase et à celui du pays aux destinées desquelles il préside encore pour quelques mois.

Ceci n'est pas un pamphlet anti-brésilien, mais un acte de foi dans les possibilités immenses de ce pays, un document d'admiration pour les justes, autochtones et allochtones, qui chaque jour un peu plus y crient justice et y font naître la solidarité. Ces pages, Ilka, toi l'avocate soucieuse de justice, rendent justice au combat des justes.

Je ne sais pas si je reverrai un jour Ilka. Qu'elle sache néanmoins que ces lignes ont été écrites pour elle et pour les siens, pour ses compatriotes, frères et sœurs opprimés, pour tous les Gérard Olivier et pour tous les Marcel Renou du Brésil et du monde.

C'est elle et eux – et vous, si vous le voulez – qui créeront ce village planétaire libre, égalitaire, fraternel, dont vous et moi, et tous les damnés de la terre, rêvons.

**C**e qui tue les peuples du Tiers-Monde, c'est l'indifférence ! Le grand cynisme de nos sociétés repues est l'indifférence face à la misère. Nous ne pouvons rester de simples spectateurs devant les malheurs du monde.

- **Si vous souhaitez soutenir les projets auxquels travaille Gérard Olivier**, dans la municipalité de Japaratuba au Nordeste brésilien, vous pouvez verser votre contribution :
  - soit au compte 799-5077001-23 de *Japabel*, 6180 Courcelles, en précisant "*Pour le travail à Japaratuba*" (un don de 30 € et plus, est fiscalement déductible);
  - soit au compte 000-0279404-44 de Olivier, 45, rue de l'Union, 7540 Kain (sans possibilité de déduction fiscale pour ce second compte).
  
- **Si vous souhaitez soutenir les projets auxquels travaille Marcel Renou**, au Centre d'Action Communautaire de Rio de Janeiro, vous pouvez verser votre contribution au compte 000-0000034-34 de *Entraide et Fraternité*, 32, rue du Gouvernement Provisoire, 1000 Bruxelles, en précisant "*Pour le CEDAC au Brésil*" (un don de 30 € et plus, est fiscalement déductible).

**"Le Brésil n'est pourtant pas un pays sous-développé  
mais un pays injuste"**

Walter De Kuyssche relate les entretiens qu'il a eus avec deux géants de l'action humanitaire, au Brésil, au cours de l'été 2002. Gérard Olivier, Belge naturalisé Brésilien, originaire de Kain, missionnaire et préfet (bourgmestre) de Japarutuba, dans l'Etat de Sergipe au Nordeste, d'abord. Marcel Renou, Français d'Anjou ayant épousé une Brésilienne, coopérant au *Centre d'Action Communautaire* à Rio de Janeiro, ensuite. Vieux briscards de respectivement 35 et 25 ans de présence au Brésil, ces deux *travailleurs de fond* de l'action sociale, culturelle et politique, pour et avec le peuple brésilien de la base, livrent leur vision et leur expérience du Brésil. Dans une communauté rurale du Nordeste, pour Gérard Olivier; dans la mégapole de Rio de Janeiro pour Marcel Renou.

Les grands problèmes du Brésil, passés et présents, sont analysés ici, mais on y parle aussi des projets porteurs d'espoir, du rêve et de l'utopie dont la petite flamme continue à briller dans les yeux de ceux qui se lèvent chaque jour pour réclamer justice et dignité.

Ces pages racontent comment deux acteurs du terrain brésilien s'attellent depuis longtemps à la réalisation de thèmes développés par les altermondialistes, réunis au Brésil, à Porto Alegre en début d'année 2002. Que le président sortant de la République fédérative du Brésil, Fernando Henrique Cardoso, ait lui-même inspiré le titre de cet opuscule, "*Le Brésil n'est pourtant pas un pays sous-développé mais un pays injuste*", permet à son auteur de ne pas y aller par quatre chemins : le discours est clair et incisif, il dénonce sans fard l'inhumaine condition des opprimés, il appelle à l'éveil des consciences. "*Le grand cynisme de nos sociétés repues est l'indifférence face à la misère du monde*" !

Ce livret ouvre les yeux sur des réalités trop peu connues ou que l'on ne veut plus voir, bien qu'elles soient vécues par des centaines de millions d'humains. Il a été rédigé en signe d'admiration "*pour les témoins de l'humanité souffrante en marche, et d'amitié pour deux compagnons pour qui mettre debout les damnés de la terre, est plus qu'une invocation ou qu'un chant, mais est devenu l'action quotidienne*".